la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

LA CRISE ISRAELO-ARABE

De l'excès du mal...

par Raymond GUILLORÉ

Ce que sont les Juifs d'après Renan et d'après Marx

par Robert LOUZON

La prise de Jérusalem... il y a 1897 ans!

par J. PÉRA

Le Congrès de la Fédération du Livre

par RAVACHOL

Le cinquantenaire de la Révolution Russe :

L'opposition ouvrière

par Marcel BODY

Numéro 528 — Nouvelle série n° 227

JUIN 1967 — 2,50 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 13 F
Un an .... 25 F

EXTERIEUR

Six mois .... 16 F
Un an .... 30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 528 - Juin 1967

Chronique de l'Union des Syndicalistes : Du Proche-Orient à l'Extrême-Orient. « De l'excès du mal... ». — Après le 17 mai : positif, négatif ou nul ? — Sécurité sociale : défense du salaire indirect. .... R. GUILLORE
Leçons d'une grève .... N. FAUCIER
Le 17 mai vu de province .... G. PRADET
Pour la gratuité des logements sociaux .... P. RIMBERT
Au congrès du Livre .... C. RAVACHOL
Un événement aux conséquences graves .... M. LABI
Ce que sont les Juifs, d'après Renan et d'après Marx .... R. LOUZON
Un document de Josephus Flavius : la prise de Jérusalem... il y a 1.897 ans ! .... J. PERA
Vers une résistance grecque ? .... J. PIKROS
Le cinquantenaire de la révolution russe : L'opposition ouvrière .... M. BODY
Les communistes au service de l'impérialisme russe .... P. R.
« La bride sur le cou » : questions pertinentes d'une jeune étudiante belge .... S. HELLE
Vivre avec son temps .... A. LEMIRE
Parmi nos lettres : Réflexions sur la Chine (Hyacinthe Bonvalot). — « La bride sur le cou », bravo ! (J. Moreau). — Pour des études locales (L. Blot).
Comment on écrit l'histoire.
Drôle de farce d'avril.
Hommage à Henry Poulaille.
La société des loisirs — Du droit à la paresse aux 40.000 heures .... M. LIME
Assemblée générale des « Editions syndicalistes ».
Après notre réunion sur la hiérarchie des salaires. — Rectificatif.
A travers les livres : J'avais vingt ans (de René Michaud). — Journal de l'An quarante (de J.-P. Samson).

ENTRE NOUS...

Il est facile de faire un numéro quand on ne court pas après la copie. Ce fut le cas ce mois-ci. Cette abondance d'articles nous a obligés à en remettre quelques-uns au prochain numéro. Elle nous a aussi retenus de traiter cette fois-ci des questions pourtant importantes et actuelles.

Faisons un peu le tour des questions traitées et de celles qui restent à traiter. Ces semaines de crise violente au Moyen-Orient ont « mobilisé », peut-on dire, tous les militants. Plusieurs de nos pages sont évidemment occupées par des commentaires sur ces événements et par des aperçus historiques permettant d'en éclairer les origines.

Au point de vue strictement syndical, on trouvera le compte rendu d'une discussion sur la Sécurité Sociale et, au premier plan, un article sur le Congrès de la Fédération du Livre (C.G.T.). La place nous a manqué pour donner en même temps des extraits de l'intervention remarquabale de Caddéo, délégué de Saint-Etienne, ainsi que des commentaires désabusés d'un vieux typo de chez nous. Ce sera encore pour la prochaine fois. On devait s'attendre à ce que nous parlions du Congrès de la C.G.T. elle-même. Il se tenait pendant que nous composions ce numéro. Nous aurons à le commenter le mois prochain, avec, espérons-le, la participation de nos amis qui ont pu y assister. Congrès syndicaliste ou non ? Voilà la question à laquelle il faut répondre. Nos lecteurs nous aideront à faire une réponse globale à cette question. Les premières impressions nous permettent de retrouver les caractères rituels et conservateurs de la centrale dirigée par le parti communiste. Mais y a-t-il des caractères nouveaux ?

Une autre question importante : la défaite que le syndicalisme vient de subir dans le S.N.E.S., Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, adhérent à la F.E.N., où la tendance animée par le parti communiste vient de conquérir la majorité absolue à la Commission administrative. Nous avons déjà fait appel à nos camarades de ce syndicat pour nous donner des explications de cette défaite et des considérations sur ses conséquences prévisibles. Nous réitérons cet appel qui s'adresse à tous les militants intéressés.

Nous avons dû laisser sur le marbre un intéressant article de Georges Lamizet. Il voudra bien nous en excuser. Nous lirons le mois prochain son étude sur l'Ecole de Freinet avec des vues très originales et personnelles sur la réforme de l'enseignement et l'invasion technocratique dans cette branche « industrielle ».

Nous commençons dans ce numéro notre commémoration des débuts de la révolution russe à l'occasion de son cinquantenaire. On trouvera dans les pages suivantes le premier article de Marcel Body sur « l'Opposition Ouvrière ». Voilà un document qui a sa place dans l'effort entrepris pour retrouver l'histoire vraie derrière les falsifications. Nous espérons aussi que plusieurs de nos amis prendront leur part de ce travail.

Toute cette activité autour de notre revue témoigne de sa santé. Dans les semaines qui viennent et qui seront celles des vacances, en dépit des lourds événements du monde bouleversé, nos abonnés, nos amis doivent profiter du temps et du repos qu'ils auront pour penser plus encore à la « R.P. », à la recherche de jeunes lecteurs et rédacteurs nouveaux, à la collaboration fraternelle à notre œuvre syndicaliste révolutionnaire, à notre coopérative de pensée et d'action.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

DU PROCHE-ORIENT A L'EXTREME-ORIENT

« De l'excès du mal... »

Au moment où nous écrivons ces lignes, le cessez-le-feu parait acquis entre Suez et le Jourdain. Il est permis de croire en tout cas que de ce Moyen-Orient, lui aussi empoisonné, ne sortira pas cette fois la guerre générale, toujours latente. Ce foyer d'infection, pour le moment retenu, avait fait reléguer dans les pages secondaires des journaux la bataille d'Extrême-Orient qui, elle, n'est pas encore étouffée. Nul doute pourtant qu'il ne s'agisse de deux foyers du même sinistre. On peut même se demander si ce second foyer n'a pas éclaté parce que, dans l'impossibilité d'éteindre le premier, on en ajoutait un deuxième avec le but inavoué d'arrêter l'un après avoir stoppé l'autre. C'est du moins l'espoir qui nous reste...

De ces événements dramatiques de ces derniers jours, nous pouvons encore tirer quelques enseignements, si tant est qu'il en était besoin pour nous instruire davantage. Nous avons retrouvé, en cette circonstance, les facteurs passionnels qui font se précipiter les citoyens, plus particulièrement les citoyens « de gauche », dans un camp ou dans l'autre, en l'occurrence plutôt celui d'Israël, le camp des Arabes n'étant rejoint que par ceux qui se déterminent principalement par l'allégeance à la politique extérieure de l'URSS.

Les syndicalistes ouvriers devraient d'abord penser à rester dans leur camp. C'est-à-dire, conformément à leur devise « Bien-Etre et Liberté », celui de la paix maintenue, si imparfaite et si précaire que soit cette paix. Les syndicalistes ouvriers ont des camarades et des frères en Israël, comme ils en ont en Egypte, en Syrie, en Algérie et partout. Si l'on nous dit qu'ils ne sont pas nombreux et qu'on les entend peu dans ces pays là, nous répondrons qu'on ne les entendra plus du tout si, chez nous déjà, les « internationalistes » du discours ou de la chanson se hâtent, dès qu'ils sont en face de la guerre, de rejoindre l'une des parties en cause, dont ni l'une, ni l'autre — nous parlons des « puissances » en conflit — n'ont l'innocence de l'agneau. Il faut d'abord être à l'avant-garde de la paix, puis à son arrière-garde.

Nous savons bien que ce Moyen-Orient a été et demeure le lieu de bien des injustices. La dernière guerre mondiale en a encore fabriqué d'autres et le « réalisme » des hommes d'Etat en crée de nouvelles du Proche-Orient à l'Extrême-Orient où la droite américaine — la plus bête du monde — poursuit encore une guerre criminelle et stupide. La fondation artificielle d'un Etat juif, basé sur la race et la religion, est sans doute un des plus beaux exemples de ce « réalisme » qu'on oppose si souvent aux « idéalistes » que nous sommes. Mais il ne pouvait être question, pour tout homme libre, d'accepter qu'il soit maintenant détruit par la force, comme les fanatiques arabes proclamaient leur intention de le faire. Hitler aussi ne manquait pas d'arguments juridiques valables qu'il puisait dans les injustices et les inepties du traité de Versailles, et pourtant Hitler avait tort, il a entrainé le monde dans une catastrophe, et d'abord son propre pays qu'il avait fanatisé. Partout, le nationalisme est un mal absolu.

Je suis poussé à me dire : « Les Juifs avaient la chance de n'avoir aucun Etat et d'être partout chez eux ». Mais je me reprends aussitôt en pensant qu'il fut un moment où l'on pouvait se demander s'ils allaient être chez eux quelque part, s'il leur resterait un coin où reposer leur tête. Ils en ont un maintenant où, nous le savons bien, poussent également le nationalisme, le fanatisme, et même le racisme. Ces vices sont les reflets des mêmes tares chez leurs adversaires. Nous savons en tout cas, comme tout homme raisonnable le sait, que la guerre n'arrangerait rien et que, par conséquent, il faut bien trouver le moyen de vivre conjointement dans un monde injuste, en corrigeant plus ou moins bien les injustices, en ne suscitant pas des injustices plus grandes encore.

Mais on a pu assister à Paris, autour d'Israël, à de belles manifestations d'Union Sacrée !

Il est bon que les deux « grands » se soient secrètement accordés au Moyen-Orient. Il est bon que cet accord ait été déclaré au monde à travers le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Il est bon que « l'ordre » de cessez-le-feu du Conseil de Sécurité ait été plus ou moins suivi d'effet. Ce n'est pas une raison parce que cet organisme présente toutes les contradictions, toutes les hypocrisies de la politique mondiale pour que, comme le font de Gaulle et les gaullistes, on cherche à diminuer encore son prestige et à convaincre de son inutilité. Il faut, au contraire, qu'à chaque fois il soit mis en face de ses responsabilités et qu'à chaque fois soient connus ceux qui en sabotent le fonctionnement. Cette résolution unanime du Conseil de Sécurité, ces quinze mains qui se lèvent ensemble pour arrêter la guerre, cela vaut mieux que la reconnaissance ouverte de la direction du monde par les deux « grands », c'est-à-dire par un impérialisme à deux. Remarquez que de Gaulle n'est pas en principe contre l'impérialisme ; il est contre l'impérialisme à deux têtes, mais il en veut bien, il le réclame même, quand il a quatre têtes, pourvu qu'il y ait la sienne.

Et maintenant nous attendons que l'accord se prolonge jusqu'en Extrême-Orient par l'arrêt des bombardements du Vietnam du Nord et par l'établissement d'une coexistence possible, d'une paix, même provisoire et toujours remise en question, dans cette partie du monde.

Mais le Conseil de Sécurité de la classe ouvrière mondiale, ce devrait être une véritable internationale syndicale, une internationale vraiment « libre », c'est-à-dire indépendante de tous les gouvernements, définissant sans eux, et au besoin contre eux, une politique mondiale ouvrière. Cette Internationale n'existe pas.

APRES LE 17 MAI : POSITIF, NEGATIF OU NUL ?

La grève générale du 17 mai a réussi. Elle a réussi parce que les quatre centrales syndicales ouvrières, FO comprise, l'avaient décidée en même temps. Voilà deux évidences qu'il faut reconnaître avant toute déduction, tout commentaire.

Cette journée sera-t-elle une date dans l'histoire ouvrière contemporaine, comme nous le souhaitions dans notre dernier numéro ? Cela est une autre histoire. Toutes les suites et conséquences de cette grève ne se sont pas encore dessinées. Les prises de position avant et après cette journée valent encore d'être examinées et discutées. C'est à la faveur de ces manifestations actives de la lutte de classe réelle, des grèves locales ou générales, que, mieux que dans des motions, se précisent et s'éclairent les tendances, les orientations. Elles le font soit en s'affirmant à cette occasion, soit en s'opposant à d'autres que l'événement a fait pousser, comme la pluie fait pousser sur terrain sec les herbes, bonnes ou mauvaises, et peut-être plus les mauvaises que les bonnes.

Aujourd'hui, si vous le voulez bien, nous allons faire un tour, *Le Nouvel Observateur* en main. Il s'agit, vous le savez, de l'hebdomadaire de la gauche intellectuelle « progressiste ». C'est un organe souvent intéressant et le numéro qui correspond à la semaine du 15 au 24 mai, l'est particulièrement, notamment par ses commentaires de la grève générale du 17. On va voir comment une certaine position politique estimée « très avancée », très « engagée » comme on dit plutôt aujourd'hui, exprime nettement et exactement sur un point important, le contraire de ce que nous pensons nous-mêmes, de ce que pensent aussi, espérons-le, ceux qui peuvent et doivent se définir comme syndicalistes.

Disons tout de suite que nous n'avons rien de systématique contre *Le Nouvel Observateur* et contre *Michel Bosquet*, son rédacteur qui, sous le titre « Un couac dans le concert », écrit et brode sur le thème de la grève du 17 mai. La sincérité et la conviction qu'il y met donnent à son opinion une clarté d'expression qui va nous permettre, par opposition, de définir aussi nettement la nôtre.

Voici la conclusion de cet article : « *La grève générale du 17 mai signifie, avant tout, qu'une société industrielle ne peut être construite par le tête-à-tête Etat-Patronat, contre ou sans les travailleurs. Cette grève répond à beaucoup de questions évoquées ci-dessus. Elle y répond de manière implicite et négative. Un syndicat (ou l'ensemble des syndicats) ne peut faire beaucoup mieux: l'élaboration des réponses positives ne peut résulter que du débat et du travail politiques, au niveau des partis. La grève générale du 17 mai souligne l'urgence d'un programme politico-économique cohérent que les forces de gauche puissent opposer au pouvoir.* »

Pour tout lecteur de « la R.P. », quelque peu accoutumé aux opinions qu'on y trouve exprimées depuis longtemps, cette citation du *Nouvel Observateur* défend exactement une thèse opposée. Opposée à la nôtre assurément, mais aussi, comme tout militant le sait ou peut le savoir, opposée aux expériences et aux leçons de tout le combat ouvrier.

Ainsi donc, les syndicats ne pourraient avoir qu'une position négative : ils ne pourraient que s'opposer à des projets préparés en dehors d'eux, réduits seulement à dire qu'ils sont mécontents, quand ils le sont. Mais « l'élaboration des réponses », « le programme économique cohérent », cela c'est la tâche des partis ! On ne saurait mieux définir le rôle secondaire des syndicats, la force d'appui ou d'appoint à laquelle ils seraient tout naturellement destinés. On en arrive à cette conclusion énorme que la Sécurité Sociale, par exemple, ou le problème de l'emploi, sont hors du domaine « positif » des syndicats !

L'histoire du mouvement ouvrier atteste heureusement que c'est justement le contraire qui est vrai. Aucune réforme « positive » dans la condition ouvrière n'a connu le début d'une réalisation sans qu'elle ait été précédée d'une longue bataille autour d'un projet précisément élaboré dans les organisations ouvrières spécifiques que sont les syndicats. *Michel Bosquet* pourra certainement faire état de réformes ouvrières qui ont trouvé leur conclusion juridique au parlement, par la prise de position favorable des partis d'une majorité parlementaire, mais il ne pourra en citer une seule, parmi celles-là, dont l'initiative et « l'élaboration » ne reviennent d'abord, et souvent longtemps avant, aux syndicats, poussés d'ailleurs quelquefois par la spontanéité ouvrière. *Michel Bosquet* sait-il que les vacances payées, par exemple, une des réformes les plus ancrées maintenant dans la vie ouvrière, ne figuraient pas, un mois avant leur vote par le parlement, dans le programme du Front Populaire ?

Allons donc ! « le programme économique cohérent » de la classe ouvrière, c'est aux syndicats à le construire « sans se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, poursuivent la transformation sociale » (texte de la Charte d'Amiens). S'ils ne le font pas, les partis ne le feront pas à leur place. S'ils ne le faisaient pas, il faudrait donc en conclure que d'autres formes d'organisation ouvrière doivent ramasser le flambeau qu'ils ont laissé tomber. Et s'ils le font, comme c'est leur mission et leur devoir, alors ils pourront dire quelles sont « les forces de gauche » : ce sont celles qui, sur les salaires, la durée du travail, la Sécurité Sociale, soutiennent le programme ouvrier. Quant à celles qui, quelle que soit leur étiquette politique, ne le soutiendraient pas, ce sont des forces réactionnaires.

***

Puisque nous avons en main *Le Nouvel Observateur*, poursuivons notre lecture. Il nous arrivera d'ailleurs d'y rencontrer quelques signatures qui, une fois ou plusieurs fois, ont figuré dans notre sommaire (et qui y figureront sans doute encore, nous l'espérons). C'est ainsi que *Lucien Rioux* aborde la question des manifestations de rue qui ont accompagné la grève générale du 17 mai. Il écrit : « *La CGT et la CFDT voulaient que l'on manifestât, mais pour ne pas heurter FO et dans un souci d'unité, nombre de dirigeants confédéraux se déclaraient prêts à y renoncer. C'est à la base que le problème a été résolu. Là, on voulait manifester : un défilé au coude à coude donne aux travailleurs le sentiment de leur force. Autre argument en faveur d'une manifestation : un rassemblement organisé et canalisé permet aux syndicats de ne pas être débordés par les petits groupes d'activistes de gauche comme celui qui préconisait une manifestation devant le Palais-Bourbon* ».

Il y a quelque chose à tirer de cette citation du camarade *Lucien Rioux*, quelque chose d'assez savoureux même. On remarquera déjà que les deux arguments en faveur d'une manifestation sont contradictoires : si c'est la base qui l'a voulue, ce n'est certainement pas elle qui l'a décidée pour en éviter une autre ! *Lucien Rioux* est-il bien sûr que c'est « la base » qui a décidé la manifestation rituelle de la Bastille à la République ? Pour bien des raisons que nous expliquerons encore si on nous y pousse, la direction confédérale de la CGT préfère ce défilé « canalisé » à la grève elle-même. Pour des raisons, disons « symétriques », les syndicalistes attachent la première importance à la grève. « Pour ne pas heurter FO », le bureau confédéral cégétiste avait en effet déclaré qu'il n'organiserait pas de manifestation centrale. Mais il ajouta bientôt que l'Union des syndicats de la région parisienne avait toute latitude d'en organiser une. C'est ce que le camarade *Rioux* appelle la volonté de la base. Je ne sais pas s'il le croit vraiment, mais il ne nous le fera pas croire, et il ne fera croire à aucun militant averti, que les dirigeants communistes de l'Union régionale auraient pu décider d'une manifestation sans l'accord, sans la directive des dirigeants communistes de leur confédération. « La base » n'a sans doute pas grand-chose à voir en l'affaire !

Quant à la définition du défilé-exutoire, d'un défilé sans histoire pour se débarrasser des « histoires » provoquées par « les activistes de gauche », nous en laissons à *Lucien Rioux* la responsabilité ; mais avouez que cela ne manque pas de sel et de piment !

⁂

Pour éviter immédiatement toute équivoque, disons que le mot d'ordre de « manifestation devant le Palais-Bourbon » était, en ce 17 mai, le type du mot d'ordre faux, de ce genre de mots d'ordres gauchistes qui ne prêtent d'ailleurs, dès le départ, à aucune conséquence... et je n'hésite pas à le dire pour ma part : heureusement ! Ce mot d'ordre, qui le lança ? « Les trotskystes » ? Disons : un des groupements qui se déclarent « trotskystes ». Ce n'est pas sans amertume que j'ai reçu un numéro spécial de *l'Ecole Emancipée* qui reprend ce mot d'ordre, évidente manifestation d'une « maladie infantile ». Qui soutiendra sérieusement que c'était là l'appel « syndicaliste » qui répondait à la situation du 17 mai ? Même pour ceux qui estiment que l'action syndicale n'est que le point d'appui de l'action politique, pensent-ils vraiment que ce mot d'ordre — visant en quelque sorte à un « 6 février » à rebours — était celui qui correspondait à la situation réelle et à leur propre situation ?

En réalité, il ne visait à rien du tout, puisque ses promoteurs eux-mêmes ne pouvaient pas ne pas savoir qu'il était sans conséquences. Je n'arrive pas à croire que certains militants syndicalistes de « L'Ecole Emancipée » puissent se satisfaire de cette gymnastique purement verbale. Je ne le crois pas et je sais qu'ils ne s'en satisfont pas. Il est vrai que, le débat parlementaire ayant été finalement reporté du 17 au 18 mai, nos « révolutionnaires » pourront toujours dire que leur menace de manifestation a suffi à faire reculer le pouvoir !

C'était déjà de trop, à mon avis, de préconiser une telle « action » à l'intérieur des syndicats, mais c'est encore plus « irresponsable », au sens strict du mot, que de tenter de lancer ce mot d'ordre directement « aux masses » (à moins, répétons-le, qu'il ne s'agisse en fin de compte que de se satisfaire soi-même). Pourtant c'est bien se qui se dégage de ce tract de « *L'Ecole Emancipée* » que j'ai encore sous les yeux. On y lit notamment que « si la riposte se réduit à l'arrêt de travail de 24 heures, elle sera insuffisante et dangereuse » ! Ainsi, que la vie économique et administrative du pays soit stoppée complètement pendant vingt-quatre heures, et cela par la volonté de la classe ouvrière, c'est insuffisant et même dangereux ! Il est plus important sans doute de défiler sagement de la Bastille à la République, ou bien d'appeler, sans aucun écho possible, « des centaines de milliers de travailleurs à manifester devant l'Assemblée Nationale » !

⁂

Disons maintenant, pour ceux qui en douteraient ou qui tiendraient absolument à le contester, que nous n'écrivons cela que dans le souci de discuter d'un juste comportement syndicaliste révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier et syndical tel qu'il est, non pas tel que certains voudraient qu'il fût. Et, à les lire, on n'est pas sûr du tout de souhaiter qu'il devienne jamais comme ils le préconisent.

Dans ce numéro spécial de *L'Ecole Emancipée*, je lis encore qu'il faut « exiger » « *la constitution de comités d'unité pour organiser la riposte* ». Ces « comités d'unité » me rafraîchissent la mémoire : nous avons connu naguère — sur le papier, bien entendu — les CUP, les comités d'unité prolétarienne. C'était le mot d'ordre du parti communiste au temps de ce qu'il appelait « la troisième période » et de ce que Trotsky appelait « la troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste ». Personne ne vit, dans ces années 30, fonctionner réellement un de ces comités-fantômes. C'était déjà un exemple de ces mots d'ordre sans conséquence.

Aujourd'hui, ces « comités d'unité », disons : ces embryons de soviets, ne pourraient éventuellement se poser que comme prolongements de comités de grève, après une grève où l'unité se serait effectivement réalisée, et dans la mesure seulement où ils correspondraient réellement à un mouvement général et profond de la classe ouvrière. Celui-ci, s'il se produit, ne sortira pas tout armé d'une série de mots d'ordre de plus en plus « gauchistes ». Sans perdre un instant de vue sa possibilité et sa maturation, les militants syndicalistes le préparent par une action obstinée qui trouve sa base et sa justification dans les rapports réels des classes sociales au cours des années 60.

SECURITE SOCIALE : DEFENSE DU SALAIRE INDIRECT

L'Union des Syndicalistes a discuté, dans sa réunion du début de juin, de la Sécurité Sociale qui est actuellement l'objet d'une attention suspecte du côté du pouvoir et de sa brigade technocratique. Comme il est naturel et sain, des points de vue différents ont été exprimés parmi nous sur des points secondaires. Mais notre accord s'est manifesté sur les principes de l'institution aujourd'hui entrée dans les mœurs sociales, principes auxquels il ne faut en aucun cas laisser porter atteinte.

Les prestations de la Sécurité Sociale, au titre de la maladie, de la prévention, de l'invalidité, de la vieillesse, ne sont qu'une forme détournée, socialisée, de la rémunération du travail, un salaire indirect. Pas plus que la classe ouvrière ne peut accepter que l'on réduise le salaire direct, ce qui est censé payer l'activité professionnelle proprement dite, elle ne saurait tolérer qu'on touche au salaire indirect, effectivement prélevé sur la part du produit national qui revient aux travailleurs. Celle-ci ne s'est d'ailleurs pas accrue relativement depuis l'institution de la Sécurité Sociale.

Si l'on s'en tient fermement à cette conception, à notre avis irréfutable, de la Sécurité Sociale, la plupart des problèmes, vrais ou faux, soulevés actuellement par son équilibre financier et sa gestion s'éclairent aussitôt.

Premier point : les recettes provenant des cotisations constituant ce salaire indirect ne doivent alimenter que les prestations revenant à ceux qui l'ont constitué. On ne peut parler de déficit que si celles-ci, strictement comprises, dépassent celles-là. Toute une partie de l'aide sociale générale, de l'assistance sociale, doit revenir normalement à la charge de l'Etat, c'est-à-dire finalement du contribuable, mais non spécialement du salarié.

Or, l'examen du prétendu déficit révèle aussitôt qu'il a été provoqué par des charges indues, par des prélèvements effectués autoritairement dans une caisse où l'on n'avait pas le droit de puiser. D'une étude du camarade *Vessilier*, dans *l'Ecole du Grand Paris*, organe de la section de la Seine du Syndicat des Instituteurs, il ressort que, de 1951 à 1964, l'excédent cumulé des recettes sur les dépenses (en dépit de trois années déficitaires) a atteint trois milliards et demi de francs actuels, c'est-à-dire le montant même du déficit annoncé pour les trois dernières années, déficit provoqué, répétons-le, non par une couverture excessive des soins de santé, mais par des prélèvements indus.

Deuxième point : puisqu'il s'agit d'une part socialisée du salaire, aucune exemption, totale ou partielle, ne doit être admise, du côté des salariés comme du côté des patrons, pour le versement des cotisations.

Nous savons bien qu'il y a salariés et salariés, mais puisque beaucoup de néo-salariés veulent profiter, pour eux et leur famille, des avantages de la Sécurité Sociale, ils doivent payer la cotisation *sur l'intégralité de leur gain*. Pour parler clairement, nous sommes *pour le déplafonnement des cotisations*. Puisqu'il s'agit d'un transfert social, d'une forme de solidarité à l'intérieur de « la classe des salariés », le calcul du prélèvement social doit s'effectuer par l'application d'un pourcentage uniforme sur la totalité du salaire direct. Cela est dit pour ceux qui défendent farouchement le pourcentage uniforme quand il est question de l'augmentation du salaire ou prétendu tel, mais qui rechignent quand on leur parle de leur contribution à la formation de la masse du salaire indirect.

Ils nous attendent, et nous les attendons aussi, sur le chapitre de la répartition, c'est-à-dire des prestations de maladie ou de retraite. Solidarité ne veut pas dire qu'à des cotisations justement proportionnelles au salaire direct doivent correspondre des prestations sociales proportionnelles au versement effectué. Solidarité veut dire exactement le contraire : au moment de la répartition, ceux qui étaient défavorisés dans le salaire direct doivent, relativement, recevoir davantage ; le salaire indirect doit corriger, au moins partiellement, les inégalités du salaire direct (celles-ci ayant d'ailleurs la prétention abusive — en tout cas très discutable — de correspondre à des inégalités équivalentes dans « le service rendu »).

Pour ce qui est de la retraite sociale, nous sommes résolument pour la fixation d'un maximum. Il serait proprement intolérable que les uns — le plus grand nombre — reçoivent des retraites de misère, au-dessous du minimum du pauvre, tandis que d'autres, déjà privilégiés dans leur vie active ou considérée comme telle, touchent des retraites de grand confort. Ce maximum de retraite sociale peut être établi, soit par un plafond, soit par un pourcentage dégressif appliqué au salaire moyen de la catégorie professionnelle.

Pour les prestations de maladie, de santé en général, nous sommes au contraire contre toute discrimination selon le salaire (non pas selon le revenu). Nous ne marchons pas dans le sens indiqué par certains technocrates (M. Bloch-Lainé en tête) qui voudraient réserver les prestations intégrales de la Sécurité Sociale, c'est-à-dire le service public de santé, aux catégories « inférieures » de salariés, faisant ainsi rétrograder la Sécurité Sociale vers l'assistance aux indigents, vers ce qui fut le bureau de bienfaisance.

Nous ne marchons pas pour le retour à l'assurance privée. Nous sommes évidemment pour les retraites complémentaires — une fois assurée pour tous une retraite sociale suffisante — nous sommes aussi pour que les travailleurs se couvrent solidairement des risques non encore intégralement couverts par la Sécurité Sociale ; mais c'est alors vers « les mutuelles » que nous nous tournons, des mutuelles d'entreprise ou des mutuelles industrielles dont les caisses et la gestion doivent demeurer autonomes, nous voulons dire indépendantes de l'Etat.

Encore un mot : le Marché Commun est invoqué, une fois de plus, par les adversaires insidieux de la Sécurité Sociale ; les charges sociales seraient plus lourdes en France que dans les autres pays de la Communauté. Le malheur, c'est que ce n'est pas vrai. La somme des salaires directs et des salaires indirects ne représente pas, par rapport au revenu national, une part plus grande en France que dans les autres pays du Marché Commun.

Cette défense résolue de la Sécurité Sociale par les ouvriers et leurs syndicats, ne les dispensent pas, au contraire, de critiquer les vices de fonctionnement de l'institution, notamment ses tares bureaucratiques, ses abus et ses gaspillages. Nous nous prononçons pour une décentralisation de la gestion. Nous disons bien : de la gestion. Il ne s'agit pas d'une régionalisation aboutissant à une différenciation dans le montant des prestations, créant ainsi des zones de salaire indirect, ajoutant encore à l'injustice des zones de salaire direct. Mais nous sommes pour une gestion démocratique, et par conséquent un contrôle démocratique, des caisses de Sécurité Sociale. De cela d'ailleurs, nous reparlerons.

R. GUILLORÉ.

LEÇONS D'UNE GRÈVE

Deux mois durant, deux longs mois passés à « tirer la langue »... Pourtant les mensuels nazairiens ont tenu avec un cran, une volonté qui ont fait l'admiration de la France entière, ouvrière ou non.

Vaillamment soutenus par leurs femmes dont les manifestations massives exprimaient leur accord, malgré l'angoisse de l'issue de la lutte et les privations imposées aux gosses, ils ont surpris leurs camarades ouvriers eux-mêmes habitués à les considérer comme des tièdes, sinon comme des complices de l'arbitraire patronal, se situant, de par leurs fonctions, trop souvent du côté du manche.

Pour qui est quelque peu informé du climat existant aux Chantiers de l'Atlantique, cette réaction, cet esprit de révolte des mensuels est le résultat normal des rancœurs accumulées par les manœuvres tortueuses de la direction appliquant astucieusement la formule chère aux machiavels de tout poil : diviser pour régner, maintenant des cloisons étanches entre les diverses catégories, favorisant l'accession des soumis, distribuant des primes annuelles et autres gratifications parcimonieusement dosées, hiérarchisées — voire totalement supprimées — plus souvent réparties suivant le degré de docilité, de malléabilité des intéressés. Cette tactique avait permis jusqu'alors de maintenir des salaires inférieurs à des « collaborateurs » ignorant dans leur grande majorité l'organisation syndicale.

Cependant, à force de tirer sur la corde, il arrive qu'à la fin elle se casse. Longtemps bafoués, constatant le décalage croissant de leurs rémunérations, les mensuels ont fini par réagir en réclamant un légitime rattrapage. C'est seulement devant la ladrerie de leurs interlocuteurs patronaux qu'en un sursaut de dignité, ils se sont rebiffés, relevant le défi de la direction qui, misant sur leur absence de combativité passée, pensait les avoir à l'usure.

Ce fut sa première erreur. La seconde fut de n'avoir pas compris, en persistant dans son intransigeance, le danger de lockouter ensuite les ouvriers et le sentiment de solidarité, forgé dans le coude à coude quotidien, qui ne manquerait pas de s'établir entre exploités engagés pour la première fois dans une lutte commune, rejetant divergences et préjugés stériles pour faire front à l'adversaire.

D'autre part, des responsables syndicaux n'ignoraient pas les données du problème. A savoir que la direction n'était pas maîtresse de ses décisions. Derrière elle se profilaient les technocrates gouvernementaux peu soucieux de lâcher de nouveaux crédits aux chantiers nazairiens qui, bien qu'ayant des carnets de commande bien garnis, ne sont pas de taille à lutter contre les prix des chantiers navals japonais, suédois et autres.

La construction navale serait-elle, là aussi, condamnée à disparaître, à se convertir pour d'autres productions ? A moins que l'appel aux capitaux américains actuellement en cours fournisse les moyens d'équipement et de relance pour affronter valablement la concurrence étrangère.

Bref, quoi qu'il en soit de ce conflit qui s'est terminé sur un compromis qui, pour honorable qu'il soit eu égard aux difficultés rencontrées, incite à la vigilance ouvrière, il reste que, tandis que leurs camarades ouvriers lockoutés étaient reconnus chômeurs et touchaient les allocations — modestes mais régulières — aux A.S.S.E.D.I.C., les mensuels grévistes n'avaient d'autres ressources que celles de la solidarité ouvrière.

Tout comme les mineurs en 1963, le conflit se se prolongeant au-delà de leurs prévisions, nombre des leurs durent abandonner momentanément le combat social, mandatés pour aller quêter aux quatre coins du pays des fonds de soutien aux familles des grévistes.

Certes, ils ne revenaient pas les mains vides, mais les sommes ainsi recueillies, pour importantes qu'elles étaient, n'apportaient qu'une aide provisoire, tardive et bien insuffisante eu égard aux besoins, aux dettes accumulées. C'est pourtant grâce à ces collectes que, **dans les dernières semaines seulement**, les grévistes purent toucher un secours régulier de 8.000 anciens francs par semaine.

Il ressort de cette expérience, après tant d'autres, que cet empirisme dans le soutien financier des grèves, surtout de celles qui s'éternisent, pose un problème qui, s'il a été heureusement résolu en d'autres pays, est loin d'avoir reçu dans le nôtre une solution satisfaisante.

Néanmoins un premier pas dans cette voie a été fait par la C.F.D.T. créant, lors de son congrès de novembre 1965, une caisse de solidarité interprofessionnelle qui lui a permis de verser depuis à ses adhérents, déclare-t-elle, 2,15 millions de francs. Les indemnités journalières versées aux grévistes de la sidérurgie lorraine ayant été de 3,50 à 12 francs.

A son tour, le comité confédéral de Force Ouvrière vient de décider la création d'un fonds national de solidarité et de grève qui sera « alimenté par une cotisation versée par les adhérents des syndicats F.O. à partir du 1er janvier 1968 ».

La question est également débattue dans plusieurs syndicats et fédérations qui, quoique possédant une caisse de résistance plus ou moins pourvue, ont été sensibilisés par les récents mouvements grévistes et certains ont décidé une augmentation de la cotisation pour améliorer leurs réserves.

Il serait souhaitable que cet exemple fasse boule de neige. Un exemple entre autres peut y inciter. La Fédération du Livre C.G.T. qui se souvient que la grève de la presse parisienne de 1947, qui dura cinq semaines lui coûtait plus d'un million et demi (de l'époque) par jour et qui dut, à cet effet, contracter un emprunt de plusieurs millions, s'enorgueillit aujourd'hui de posséder une caisse de résistance dotée de 120 millions d'anciens francs. Or, en supposant que la bataille revendicative impose un mouvement de grève englobant l'ensemble de la profession, elle ne disposerait en tout et pour tout pour chacun de ses 70.000 adhérents, que d'un secours dérisoire de 1.700 francs.

Et combien d'autres fédérations ne possèdent pas un pareil budget de guerre !

Ainsi, nous sommes encore loin d'approcher, du moins financièrement, le potentiel de lutte des syndicats américains dont les ressources à cet égard se chiffrent, pour certains d'entre eux, par milliards. C'est d'ailleurs avec de tels moyens que la fédération des typographes a pu vaincre, en 1963, les géants de la presse new-yorkaise, les fortes cotisations de ses membres leur permettant de toucher 80 % de leur salaire pendant toute la durée du conflit (114 jours).

A ce propos, il n'est pas superflu de rappeler que les fortes encaisses de secours en cas de grève, outre la garantie matérielle qu'elles apportent aux ouvriers, s'engageant alors sans appréhension dans l'action qui s'impose, donnent aux représentants syndicaux une assurance accrue pour affronter leurs adversaires patronaux, leur puissance financière agissant comme force de dissuasion envers leurs opposants, susceptibles d'être amenés à com-

position avant de s'engager dans une épreuve de force pouvant tourner à leur détriment.

Reste à prévoir le comportement des adhérents, en l'état actuel de dispersion et de désaffection syndicales, face à l'augmentation des cotisations nécessaires à cette fin.

C'est là un problème de confiance qui pourrait être en partie résolu si, au lieu de s'en tenir à réclamer à la partie adverse des dialogues différés ou refusés en raison de leurs faiblesses respectives, les centrales commençaient par les rechercher plus souvent entre elles.

On voudrait espérer que les contacts établis à l'occasion de la préparation de la journée du 17 mai préludent à des rapports plus étroits visant à coordonner plus efficacement leurs forces pour se réserver les meilleures chances de réussite dans l'action future. On souhaiterait que les militants de base sachent le leur imposer...

Au moment où le gouvernement des pouvoirs spéciaux dictatoriaux se montre sous son vrai jour, ou la représentation populaire, méprisée et mise au rancart, révèle son impuissance à organiser la riposte pour redresser une situation gravement compromise, il incombe aux organisations syndicales de prendre conscience de leurs responsabilités et de se concerter pour assurer une relève effective.

Et si, dans la lutte permanente qui les oppose à la coalition patronale et étatique, la grève reste le seul recours pour se faire entendre, qu'elles sachent au moins se donner les moyens nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

N. FAUCIER.

LE 17 MAI VU DE PROVINCE

Le 17 mai, dans la petite ville du Lot, où je passe mes vacances, n'est pas passé inaperçu. Les travailleurs, employés dans les commerces ou chez de petits entrepreneurs, se sont abstenus de toute participation. Par contre, employés municipaux, fonctionnaires, ouvriers d'Etat ou membres d'entreprises grandes ou moyennes ont été absents de leur travail.

Chez les premiers, les emplois sont plus précaires, les salaires plus bas, les jeunes plus nombreux.

Les seconds, dans l'ensemble plus âgés, ont plus de biens matériels, une place mieux assurée.

Ce sont ceux qui ont le plus besoin, éventuellement, des prestations sociales qui ont l'air d'agir le moins pour les défendre. Et cela, d'une part parce que le travail ne se trouve pas facilement, et les jeunes qui ont un emploi craignent d'indisposer leur employeur, et d'en subir les conséquences ; de l'autre, parce que celui-ci est plus près de son personnel, qu'il contrôle et surveille en participant lui-même au travail.

Dès lors, une grève, même générale, prend la valeur d'une entreprise punitive contre le patron.

Quant aux fonctionnaires et employés dont le patron est lointain, ils ne sont pas mécontents de rappeler leur présence par une manifestation qui, somme toute, ne leur coûte pas trop cher.

Ceux qui connaissent réellement le problème sont une minorité.

Des coupures de courant, d'autres au circuit d'eau potable, pas de distribution de courrier et les enfants à la maison, tel est le bilan du 17 mai dans une petite ville du Lot.

G. PRADET.

Pour la gratuité des logements sociaux

Le congrès des H.L.M., qui s'est tenu récemment à Nice, a fait deux constatations importantes: 1° « Les organismes de H.L.M. ont de plus en plus de difficultés à faire payer les loyers par leurs locataires ; 2° Dans de nombreux cas les candidats au logement renoncent à l'appartement qui leur est offert. »

La cause de ces deux constatations est simple : les loyers sont trop chers. Trop chers par rapport aux revenus des travailleurs, cela s'entend car le prix d'une chose ne se mesure toujours que par rapport à une autre.

Dans le rapport qu'il a présenté aux congressistes, M. Langlet, secrétaire général de l'Union des H.L.M., a produit quelques chiffres qui méritent notre attention.

Un logement H.L.M. qui vaut avec le sol, entre 40.000 et 65.000 F, doit être loué pour être rentable entre 330 et 500 F par mois. Or, pour 61 pour cent des travailleurs la somme qu'il peuvent consacrer à leur loyer est inférieure à 250 F par mois et pour 41 % elle est inférieure à 130 F.

La comparaison de ce que les travailleurs peuvent payer au maximum : 130 et 250 F et ce que coûtent les loyers minimums pour que les H.L.M. soient rentables : 330 et 500 F suffit à expliquer pourquoi les H.L.M. ont du mal à percevoir les loyers et pourquoi de nombreux candidats refusent le logement qu'on leur offre.

Ainsi, après le scandale des dizaines de milliers de logements plus ou moins luxueux qui restent vides, nous allons voir un plus grand scandale encore : celui des logements H.L.M., destinés aux travailleurs, qui seront loués à des gens plus riches ou qui resteront vides.

Quelle est la cause de cela ?

Elle est très simple : c'est le principe de la rentabilité. Au lieu de construire des logements pour loger les gens, on les construit pour gagner de l'argent. Qu'on imagine un instant ce qu'il adviendrait si les écoles au lieu d'être construites, comme c'est le cas, pour instruire les esprits l'étaient pour gagner de l'argent. Eh bien ! il adviendrait que les quatre cinquièmes des enfants ne pourraient plus aller à l'école parce que leurs parents ne pourraient pas payer le prix des leçons.

Ce qui arriverait pour les écoles, si elles étaient construites en vue de leur rentabilité, c'est précisément ce qui arrive pour les logements sociaux.

Pour essayer de résoudre le problème, M. Langlet fait une série de propositions compliquées, bureaucratiques, paperassières pour aboutir à ce résultat que les locataires des H.L.M. paient un loyer moindre et en fonction de leurs revenus.

Au lieu de toutes ces mesures compliquées, bureaucratiques et paperassières, il serait beaucoup plus simple d'en venir à la gratuité totale du loyer, seules les charges étant payées. Cette gratuité totale, valable seulement pour les H.L.M. et logements sociaux, s'appliquerait à tous ceux dont le revenu est inférieur à 1.000 F par mois.

Pour ceux qui ont des enfants, ce plafond devrait être relevé en fonction du nombre d'enfants à charge.

Si la société a compris qu'elle ne pouvait pas, sous peine de dégénérer, laisser les enfants sans instruction, elle devrait comprendre qu'elle ne peut pas laisser ces enfants et leurs parents sans logements ou les condamner à vivre dans des taudis quand ce n'est pas dans des bidons-villes.

Or, le seul moyen de résoudre ce problème, c'est la gratuité du logement social. A une conception capitaliste du logement, il faut substituer une conception basée sur la seule satisfaction du besoin.

P. RIMBERT.

AU CONGRES DU LIVRE

Le XIIIe Congrès de la Fédération Française des Travailleurs du Livre (F.F.T.L.) s'est tenu à TOULOUSE du 14 au 18 mai dernier.

Pour une Fédération comme la nôtre dont les assises nationales se tiennent tous les trois ans seulement, cette rencontre de militants revêt une grande importance. La situation générale actuelle lui conférait un intérêt tout particulier.

N'oublions pas en effet que ce Congrès fut précédé d'importants mouvements sociaux, dans divers secteurs industriels et géographiques (Dassault, Rhodiacéta, Mineurs de fer, Chantiers de Saint-Nazaire, etc.) ainsi que par la sollicitation des Pouvoirs spéciaux, par le Gouvernement. La F.F.T.L. (Fédération Française des Travailleurs du Livre adhérente à la C.G.T.) a été une des premières à riposter et la grève de protestation du 17 mai s'est déroulée en plein Congrès.

D'autre part, notre profession se trouve en pleine mutation sous la pression conjuguée de l'évolution (pour ne pas dire la révolution) des techniques et des concentrations qui atteignent maintenant les deux secteurs des imprimeries du labeur et de la presse. Ce phénomène fut au cœur des débats.

Enfin, depuis le Congrès de Strasbourg (mai 1964) le secrétariat fédéral a changé de titulaire (Maurice Lafond n'a pas été capable d'assurer la difficile succession d'Edouard Ehni) ; un certain nombre de questions sont demeurées pendantes tant sur le plan intérieur (du fait de la résistance patronale notamment) que sur le plan extérieur (réadmission de la F.F.T.L. au sein de la Fédération Graphique Internationale adhérente à la Confédération Internationale des Syndicats libres).

Voilà un peu dans quel contexte s'ouvrait le Congrès de Toulouse.

Tout le monde paraissait en attendre beaucoup... et Fernand Besnier, le nouveau secrétaire fédéral, dans un édito de « l'Imprimerie Française » avait présenté ce Congrès comme devant être celui de l'avenir.

Ces espoirs et cette attente ont-ils été comblés ?

Nous pensons, malgré certaines lacunes, que les travaux ont été constructifs.

Avant d'en faire une brève analyse, il n'est pas sans intérêt d'observer que 155 sections étaient représentées par 249 délégués (âge moyen : 45 ans).

Il y eût un très grand nombre d'interventions, de valeur inégale (mais cela n'est pas propre à notre Fédération) reflétant en tout cas la vitalité des sections, les préoccupations des Fédérés, vis-à-vis des problèmes du moment : garantie de l'emploi, des salaires, etc.

Ce fut un Congrès animé où chacun put exprimer très librement le point de vue de ses mandants, et les congressistes ne s'en privèrent pas puisqu'il y eût une bonne soixantaine d'interventions dans les séances plénières consacrées tant à l'examen du rapport d'activité qu'à la réforme des statuts et à l'adoption des résolutions élaborées par les commissions.

Les délégués avaient en mains un document relatant l'activité du Comité fédéral depuis le Congrès de Strasbourg. Le rôle de F. Besnier se limitait donc à présenter quelques observations complémentaires en vue d'ouvrir la discussion.

De celle-ci se dégage une impression optimiste en ce qui concerne deux points essentiels : la volonté unanimement affirmée à la tribune d'engager les luttes nécessaires à l'aboutissement des revendications et, d'autre part, d'agir solidairement avec l'ensemble des travailleurs.

L'orientation qui se dégage de la discussion du rapport d'activité est la reprise d'une action directe de la base. Les discussions de « sommet » autour du « tapis vert » ne sauraient suffire à tout. Les conditions ont bien changé depuis la fameuse « déclaration commune »... et les travailleurs du Livre n'entendent pas supporter le prix de la modernisation et des concentrations.

Prise de conscience quasi générale que la solution de nos problèmes professionnels ne pourrait pas se trouver durablement dans le cadre de la « corporation » pour reprendre une expression de moins en moins usitée dans nos rangs. Des options très nettes ont été prises en ce sens : qu'il s'agisse des retraites complémentaires, de l'assurance chômage, de la Sécurité Sociale, etc. Cela aussi est un aspect positif qui ressort de nos travaux.

Dans la discussion sur la réforme des statuts, deux points chauds : l'activité des groupes régionaux et l'élection du Comité exécutif par le Congrès (le Comité exécutif remplaçant dans le nouveau texte des statuts le Comité fédéral d'autrefois).

La question n'est pas simple : entre le mode actuel d'élection directe par les fédérés — qui la plupart du temps délèguent leur pouvoir à leur secrétaire de section — et une élection au second degré par le Congrès, il y a place pour la discussion et la recherche... en essayant d'éviter les écueils, les « manœuvres » éventuelles et de garantir l'expression démocratique.

La proposition que nous avons présentée au nom de la section de Saint-Etienne, allait en ce sens. Mais nous reconnaissons bien volontiers que n'étant pas nouvelle nous la faisions sans tellement croire qu'elle pourrait rallier la majorité. Ce fut pourtant le cas.

Pour pallier l'insuffisante élaboration des modalités de cette élection, notre IVe Groupe régional a présenté une résolution tendant à confier cette étude à la commission des statuts, avec un calendrier de travail et une procédure précise de consultations des sections. Le Congrès s'est déclaré sur cette marche à suivre.

Autre question controversée : l'élargissement du syndicat du Livre aux autres catégories professionnelles, spécialement aux employés. Trois courants se dégageaient : « intégration » pure et simple des employés dans nos sections syndicales (thèse soutenue par la section de Corbeil (Livre parisien) ; adhésion des employés par le truchement d'un syndicat national des employés (presse et labeur) jouissant de son autonomie interne (thèse que nous soutenions) et enfin le maintien du statu quo défendu solidement par notre camarade Paul Dumortier (délégué régional de Lille). Il fallut un vote par mandat pour départager le congrès... qui se prononça en définitive pour l'adhésion du syndicat des employés à la F.F.T.L. selon des modalités que préparera le Comité fédéral national (nouvel organisme directeur de la Fédération).

Voilà un peu schématiquement nos impressions de ce congrès sur lequel il y aurait encore beaucoup à dire... problèmes internationaux, interventions souvent fort intéressantes des délégations étrangères, etc., si l'on en croit l'insistance mise par plusieurs d'entre elles, notre retour à la F.G.I. ne devrait pas faire de doute. Nous n'étions pas seuls à Toulouse ! Nous pensons que d'autres délégués exprimeront leurs pensées.

En résumé : Travail positif — La Fédération est nantie d'un programme réaliste... Le plus difficile reste à faire... au cours des mois qui viennent !

C. RAVACHOL.

UN ÉVÉNEMENT AUX CONSÉQUENCES GRAVES

Le camarade Maurice Labi *nous a transmis, pour publication, cet article qu'il a écrit comme éditorial de l'organe de la Fédération FO des Industries chimiques (« Le Syndicaliste »). Nous le reproduisons volontiers comme une prise de position à la suite des événements du Proche-Orient.*

Une guerre vient d'éclater et, heureusement, de s'achever au Proche-Orient par la victoire de ceux dont on avait quelque raison de craindre pour leur existence même.

Ces dernières semaines ont été denses et fertiles en danger et en émotion non seulement, d'ailleurs, pour les Israéliens mais aussi pour tous le monde.

Beaucoup aussi, dont nous sommes, ont éprouvé quelque choc à la lumière des positions prises par l'Union Soviétique, par le Parti communiste et par la C.G.T.

En effet, il est clair que sans l'aide et les encouragements de l'URSS, jamais les pays arabes ne se seraient jetés dans une aventure dont le but avoué était la destruction de l'Etat d'Israël et qui pouvait provoquer une escalade plus redoutable que celle du Vietnam.

Ce n'est, assurément, que le froid calcul et l'implacable intérêt des monstres d'Etat qui pouvaient entraîner les Russes à soutenir les Arabes.

En effet, d'instinct, chacun de nous, partout, sent bien que les deux millions et demi d'Israéliens, qui ont perdu six millions des leurs en Allemagne nazie, n'aspirent qu'à vivre et à développer leur pays en paix. Un pays qu'ils ont retrouvé comme un désert et qu'ils ont fertilisé après deux millénaires de tribulations et de souffrances à travers l'univers. Prétendre, dès lors, que les Israéliens avaient des visées impérialistes, agressives, menaçantes à l'égard de leurs voisins qui, eux, les pourchassaient de leur haine depuis 1948, prêterait évidemment à rire si le sujet n'était si grave.

A la vérité, ceux qui ont osé avancer de telles affirmations, si contraires à la réalité la plus objective, se sont déconsidérés aux yeux de l'opinion publique.

Tel est bien le cas du Parti communiste français et, encore plus, pour une raison supplémentaire.

Que l'URSS, pour des intérêts d'Etat excluant toute humanité, ait eu la position que l'on sait, peut bien se comprendre. Encore que la mise était grande et le risque périlleux pour elle. Mais que le PC français lui ait emboîté automatiquement, servilement, le pas, voilà qui dépassait l'entendement, qui nous ramenait à la période sinistre de l'asservissement inconditionnel à la prétendue patrie du socialisme du temps où Staline était son maître absolu.

Il faut ne rien comprendre à rien ou être un pantin pour oser écrire, comme l'ont fait Moreau et Andrieu dans *l'Humanité*, que les Israéliens recherchaient la guerre et que l'Etat d'Israël était une création artificielle !

Et comment ne pas s'étonner davantage lorsque, après le Bureau politique du PC, la Commission administrative de la CGT ose appeler les travailleurs français à se dresser pour défendre la paix... contre Israël ! Il y a là, entre les deux organismes, une transmission de pensée qui rappelle tristement la fameuse courroie.

L'événement majeur qu'a été la guerre au Proche-Orient pour tous les pacifistes authentiques est maintenant en voie d'extinction puisque, désormais, il va revenir aux diplomates et aux politiques de négocier et d'assurer la paix dans cette terre longtemps troublée.

Mais, les séquelles qui en résultent, sur le plan qui nous intéresse désormais le plus, ne s'effaceront pas de sitôt.

En effet, parce que nous en étions très profondément convaincus ainsi que, à des degrés divers, tout un chacun, nous avons pensé et dit que l'URSS, le PC français et la CGT n'étaient plus ce qu'ils avaient été. Nous avons pensé et dit que la lutte à mort que se livrent les deux grands du communisme mondial, ainsi que le développement technique, économique, social, en Union Soviétique poussaient celle-ci, inéluctablement et irréversiblement, dans la voie d'une plus grande liberté, d'un plus grand attachement à la paix, d'un plus grand bien-être et que, à partir de là, sa nouvelle voie devrait rencontrer la nôtre. Nous avons pensé et dit que cette évolution de l'URSS, que la déstalinisation, que les transformations de la société française amèneraient le PC à plus d'indépendance, d'autonomie à l'égard de Moscou, aussi bien au niveau de sa réflexion qu'à celui de son action. Nous avons pensé et dit que, sortie de l'isolement dans lequel l'avait jetée sa politisation partisane et extrême, la CGT pouvait s'ouvrir au monde réel et global des travailleurs et redevenir donc l'un des éléments importants de l'union et de l'action ouvrières.

Et voilà que, après des années et des années au cours desquelles nos analyses ne cessaient de se développer et de se confirmer, après des années et des années d'efforts et de luttes pour sortir du monde désuet de la division et apporter à la classe ouvrière et à notre pays les réponses aux questions que nous pose notre temps, voilà que, patatras ! on s'éveille comme par un coup de poing porté brutalement au front.

Il faut que l'on sache que, désormais, c'est notre confiance profonde, intime, qui est ébranlée, brisée.

Sans confiance, rien de définitif ne saurait être construit. Et il ne peut y avoir œuvre confiante, constructive et prometteuse avec ceux qui ne sont pas libres toujours et à tout instant, qui ne sont pas leurs propres maîtres, dont le comportement syndical est tributaire d'un parti ou d'un gouvernement.

C'est pourquoi d'ailleurs, avec une prudence justifiée par l'histoire, nous avons toujours proclamé la nécessité de bâtir la nouvelle organisation syndicale unifiée sur les fondations solides de l'indépendance absolue à l'égard de tout ce qui lui est extérieur, de façon à lui assurer la maîtrise totale de sa pensée et de son action.

Nous restons fermement dans le même état d'esprit. Mais il faudra à nos camarades de la CGT d'autres actes et d'autres manifestations et d'autres preuves que les marques de bonne volonté et des affirmations unitaires.

Le charme est rompu, comme dirait, n'est-ce pas, ce cher, ce très cher de Gaulle.

Maurice LABI.

CE QUE SONT LES JUIFS

d'après RENAN et d'après MARX

Le texte ci-dessous est celui d'une conférence que Robert Louzon *prononça à Nice le 8 décembre 1946, avant donc la formation de l'Etat d'Israël.*

A vingt ans de distance, et après la crise aiguë que nous venons de vivre, il apporte des idées et des opinions originales sur ce qu'on appelle toujours « la question juive ».

Il y a deux moyens de s'opposer à une passion que l'on juge malsaine. L'un est de produire une passion contraire ; c'est alors le heurt des passions, c'est la guerre. L'autre est d'essayer de comprendre, de tenter de noyer la passion sous les lumières de la raison en recherchant les origines et les motifs du phénomène qui suscite la passion ; ceci est un procédé de paix. On dit souvent que « tout comprendre, c'est tout pardonner », je crois que l'on pourrait aussi bien dire que « tout comprendre, c'est tout pacifier ».

Or, l'une des questions qui a soulevé le plus de passion au cours des années que nous venons de vivre, et qui en soulève encore, est celle des Juifs. Ce que je voudrais ici c'est transposer cette question du domaine passionnel dans celui du raisonnement.

Grande ambition ! Ambition téméraire, certes, et que je n'aurais pas eue si nous n'avions pas, pour nous guider en cette matière, l'opinion de deux grands esprits, deux grands maîtres de la pensée, les deux plus grands peut-être du XIX[e] siècle, Ernest Renan et Karl Marx.

Deux hommes très différents ! L'un, pur Français, Celte d'origine chrétienne, qui faillit devenir prêtre, et qui a consacré à peu près toute sa vie à l'étude de l'histoire des religions, notamment à celle du judaïsme. L'autre, Allemand d'origine juive — son père était un juif converti et il avait parmi ses ascendants un nombre impressionnant de rabbins — qui ne fut jamais un spécialiste de l'histoire, mais qui fut passionnément un philosophe de l'histoire. Tous deux ayant cependant un point commun : celui d'avoir été fortement nourris, à une certaine époque de leur vie, de philosophie hégélienne.

Or tous deux ont traité de la question juive, Renan au cours d'une conférence faite en 1883 dans un cercle saint-simonien, Marx dans un article paru en 1844 dans les *Annales franco-allemandes*. Deux études qui prennent le problème d'un point de vue différent, mais ce sont des points de vue qui se complètent très bien, comme vous pourrez le constater vous-mêmes.

LES JUIFS NE SONT PAS UNE RACE

Le problème qu'envisage Renan dans sa conférence est très particulier, mais il est capital. Les Juifs, se demande-t-il, constituent-ils une race, ou bien ne sont-ils que des adeptes d'une religion commune ?

La croyance générale, celle de M. Tout le Monde, et qui fut longtemps la base juridique sur laquelle s'appuyait la législation prise à l'encontre des Juifs par les Etats, est que les Juifs forment une race, qu'ils sont les descendants authentiques des anciens Hébreux, ces nomades du désert arabique fixés en Palestine.

Eh bien ! c'est contre cette croyance que Renan s'inscrit en faux. Selon lui, durant tous les premiers siècles de l'ère chrétienne, les Juifs ont fait énormément de prosélytisme, c'était à qui, d'eux ou des chrétiens, convertiraient le plus de païens, et leur propagande a été couronnée de succès.

C'est ce que Renan prouve à l'aide de nombreuses citations.

C'est, par exemple, l'historien juif Josèphe, du premier siècle de notre ère, qui parle des « grandes multitudes » qui ont adopté son culte ; « la Loi », dit-il (il s'agit de la Loi juive) « s'est infiltrée parmi tous les hommes ; si quelqu'un doute de ma parole, je l'engage à jeter les yeux sur sa patrie, sur sa famille ». Ce sont les écrivains romains, Juvénal au II[e] siècle, Don Cassius au III[e], qui signalent, pour le déplorer, le « grand nombre » de Romains qui se sont faits juifs et qui font circoncire leurs fils. Et c'est enfin Jean Chrysostome, le prêtre d'Antioche, qui, même encore au V[e] siècle, est, dans ses sermons, véritablement « obsédé », dit Renan, par la crainte que ses fidèles ne désertent son église pour aller à la synagogue d'à côté.

Dans cette course au recrutement entre le judaïsme que l'on pourrait appeler orthodoxe et cette secte particulière du judaïsme qu'était celle des Juifs chrétiens, on sait que cette dernière finalement l'emporta, et de beaucoup ! La raison en est bien connue : saint Paul ayant eu l'idée géniale de décréter que pour être Chrétien il n'y aurait plus besoin d'être circoncis, tous ceux à qui répugnait cette petite opération préférèrent aller à l'hérésie plutôt qu'à l'orthodoxie juive.

Ainsi battus sur le terrain de la propagande, les Juifs se replièrent sur eux-mêmes, mais cela pas avant le V[e] siècle ; ce qui ne les empêcha pas d'ailleurs de faire encore des conversions, et même des conversions massives durant tout le moyen-âge.

C'est ainsi que Renan cite le cas des Khozars. A l'époque de Charlemagne, tout le sud de la Russie était habité par un peuple asiatique venu sans doute de ces steppes mongoles qui ont fourni tant d'envahisseurs pour la steppe russe. Or, un beau jour, le roi de ce peuple des Khozars se convertit au judaïsme, et, selon une habitude fréquente en ces temps, il convertit tout son peuple avec lui. C'est là un fait très important, car il explique sans doute l'origine des Juifs d'Ukraine.

A cet exemple donné par Renan, on pourrait en ajouter un autre. Lorsque l'Afrique du Nord eut à faire face, au VII[e] siècle, à une deuxième invasion arabe, les envahisseurs furent longuement arrêtés dans l'Aurès par des tribus berbères qui, sous les commandements successifs de Koçeila et de la Kahena, leur infligèrent de sanglantes défaites. Tout montre que ces tribus étaient bien des tribus de Berbères, leurs mœurs, leur manière de combattre, leurs noms ; c'étaient les descendants des Numides de l'époque de Jugurtha, mais... ces Berbères étaient maintenant, eux et leurs chefs, de religion juive. Ils avaient été convertis au Judaïsme comme d'autres Nord-Africains, particulièrement ceux de la côte, avaient été convertis au christianisme. Et cela aussi est important, car cela explique l'origine des Juifs algériens.

Cependant, dit Renan, à ces témoignages historiques on oppose qu'il y a un « type juif », que tous les Juifs se ressemblent plus ou moins.

Ici Renan oppose son expérience personnelle. Il a été dix ans employé à la Bibliothèque nationale, au département des manuscrits hébreux. Or, dit-il, lorsque quelqu'un entrait dans la salle il lui était facile de reconnaître tout de suite si c'était un de ses clients, mais cela, non pas parce qu'il avait le type juif, mais parce qu'il avait l'un des types juifs, car il y a plusieurs types juifs, et ces divers types sont, d'après Renan, « absolument irréductibles les uns aux autres ».

Depuis l'époque où Renan prononçait ces paroles, l'anthropologie a fait beaucoup de progrès,

de nombreuses observations ont été recueillies, et toutes sont venues à l'appui du sentiment de Renan.

Voici, par exemple, comment sont décrits dans la Grande Encyclopédie, deux types de Juifs, le Juif espagnol et le Juif polonais : le type espagnol est « caractérisé par les cheveux très bruns, les yeux noirs et grands, le nez arqué, les sourcils épais et se rejoignant » ; par contre, le Juif polonais « souvent roux ou blond, se distingue par les cheveux roides, gros et plats, le front étroit dans le sens transversal, les yeux petits et écartés, bleus ou gris, le nez empâté souvent retroussé, les pommettes saillantes, les doigts gros et courts, etc... ». Ainsi, contraste parfait. Dans un cas les cheveux sont bruns, dans l'autre ils sont roux ou blonds ; le premier a les yeux grands, le second les yeux petits, l'Espagnol a le nez arqué tandis que le Polonais l'a souvent retroussé ! Renan avait bien raison de dire que de pareils types étaient irréductibles !

Dira-t-on encore que de telles descriptions présentent un certain caractère subjectif qui les rend incertaines ? Voyons alors un caractère anthropologique qui peut, lui, se mesurer : celui de l'indice céphalique. Vous savez que, pour distinguer les races les anthropologistes attribuent beaucoup d'importance à la largeur du crâne, plus exactement à la largeur du crâne par rapport à sa longueur. Si les Juifs appartenaient à la même race cette proportion devrait être à peu près la même chez la plupart d'entre eux. Or il n'en est rien. Un grand nombre de Juifs européens ont le crâne large — ce qui, d'ailleurs, n'a rien d'extraordinaire, car toute la partie médiane de l'Europe est peuplée précisément par des hommes à crâne large, dont on a fait une race spéciale, la « race alpine », mais il y a d'autres Juifs, ceux du Maroc notamment, qui se caractérisent, au contraire, par l'un des crânes les plus allongés qui soient, et, entre ces deux extrêmes, on trouve tous les intermédiaires !

Prenons un autre caractère, dont l'étude est encore plus récente.

Vous savez que l'on s'est aperçu que les hommes se répartissent entre 4 groupes sanguins, c'est-à-dire que les hommes appartenant à un même groupe peuvent avoir impunément leurs sangs mélangés, tandis que (sauf pour l'un des groupes) si l'on mélange le sang d'un individu d'un groupe donné avec celui d'un autre groupe le sang se coagule. Eh bien ! c'est là un bon caractère pour distinguer une race. Lorsque des hommes sont d'une même race, la plupart d'entre eux appartiennent au même groupe sanguin. Les Juifs devraient donc, s'ils formaient une race, appartenir à peu près tous au même groupe sanguin. Or, l'on ne constate rien de pareil ! Les groupes sanguins auxquels appartiennent les Juifs diffèrent selon les communautés.

Ce qui rend particulièrement intéressants les groupes sanguins, c'est qu'ils apportent une confirmation à un fait historique. Il existe en Crimée une importante population juive ; or cette population appartient à un groupe sanguin qui caractérise les peuples de l'Asie centrale. Si l'on se rappelle ce que nous avons dit des Khozars, ces habitants de la Russie méridionale qui se sont judaïsés au VIII[e] siècle, on en déduira que bien certainement les Juifs actuels de Crimée sont un groupe de descendants de ces Khozars, resté particulièrement pur. Ces Juifs sont donc des Turcs, au sens large du mot turc ; ce ne sont ni des Sémites ni des Indo-européens, mais des altaïques.

Terminons par un cas particulièrement frappant. Il existe dans l'Inde, sur la côte occidentale de la péninsule, un assez grand nombre de Juifs ; or la plupart d'entre eux sont des noirs ! Je n'ai jamais entendu dire, pourtant, que les Hébreux étaient noirs, que Jésus et saint Paul fussent des nègres !

Donc, la cause est entendue, l'affaire est réglée : les Juifs ne sont pas une race, c'est une salade de races. Toutes les races du Vieux Monde ont contribué à les former : races d'Europe, races d'Asie et races d'Afrique. La seule race de laquelle ils ne puissent peut-être pas se revendiquer, ou dont ils ne peuvent se revendiquer que pour la plus faible part, c'est la race juive, celle des Juifs de Palestine, car ceux-ci furent, comme vous le savez, presque complètement exterminés par les Romains à la suite de leurs révoltes des premier et deuxième siècles.

Pour être plus précis, et pour éviter toute discussion sur le sens du mot *race*, disons que la probabilité pour qu'un Juif moderne ait eu des ancêtres qui aient vécu en Palestine est tout à fait du même ordre que la probabilité qui existe pour qu'un Chrétien en ait eu.

Evidemment ! c'est très ennuyeux !

C'est ennuyeux pour tout le monde.

C'est ennuyeux pour les antisémites, qui ont toujours prétendu que ce qu'ils attaquaient dans le judaïsme, ce n'était pas la religion, mais les caractères distinctifs, les caractères ataviques de la race que, selon eux, les Juifs constituaient.

Et c'est ennuyeux aussi pour les Juifs, pour ceux du moins, et c'est le plus grand nombre, qui s'imaginent appartenir à un « peuple élu ». Au peuple que Jéhovah a pris sous sa protection particulière, ceux auxquels Isaïe a promis qu'ils seraient « la lumière des nations ». Car cette protection et ces promesses ne s'appliquent qu'au peuple d'Israël, aux Béni-Israël ; si donc ils ne descendent pas des Israélites, ils n'ont aucun droit, malgré toute leur religion, à être élus, et cela est très gênant de ne plus se croire des « prédestinés ».

LES JUIFS REPRESENTANTS DE LA LIBERTE ECONOMIQUE

Mais, si les Juifs ne sont pas une race, que sont-ils donc ?

Renan nous le dit : le judaïsme n'est qu'une religion : les Juifs ne sont que l'ensemble des hommes qui professent une foi commune.

Cette réponse est suffisante pour ceux que nous pourrions appeler les spiritualistes, ceux qui pensent que la religion est un fait primitif, qu'on embrasse une religion donnée par un acte délibéré de la volonté, simplement parce qu'elle correspond à « votre idée ». Mais elle ne saurait suffire aux matérialistes pour qui la religion n'est qu'un phénomène dérivé.

Le matérialisme historique, vous le savez, professe que les idées, les sentiments même des hommes, envisagés collectivement, tout ce qu'on désigne du nom d'idéologie, est déterminé essentiellement par les conditions dans lesquelles ces hommes vivent, ou, plus précisément par les conditions dans lesquelles ils gagnent leur vie. Or, la religion fait partie de l'idéologie, elle est le type même de l'idéologie, il s'ensuit que, pour les matérialistes, une religion déterminée a pour motif, pour raison d'être, les conditions économiques et sociales qui sont celles des hommes qui la professent.

Si donc il existe une religion juive, si cette religion s'est maintenue depuis 2.000 ans contre vents et marées, c'est qu'elle a une raison d'être économique.

Or, quelle est cette raison ?

Pour répondre à cette question, il faut nous adresser maintenant au père du matérialisme historique lui-même, à Karl Marx.

***

L'article de Marx paru dans les *Annales franco-allemandes* trois ans avant que ne soit écrit le *Manifeste Communiste*, est une réponse à des articles écrits sur la même question par Bruno Bauer, le philosophe allemand qui était le chef de ce qu'on appelait alors la « gauche hégélienne ».

A cette époque, la question de l'émancipation des Juifs était chaudement débattue en Allemagne. Tout le monde sait que, jusqu'à la Révolution française, les Juifs ont été soumis dans toute l'Europe à des restrictions de droits très importantes, aussi bien dans le domaine civil que dans

le domaine politique ; on leur avait fait un véritable régime d'exception. En France, la Constituante supprima ce régime, mais dans la plupart des autres pays, en Allemagne notamment, les Juifs étaient encore astreints dans les années 1840 à un statut spécial. Fallait-il supprimer ce statut, « émanciper » légalement le Juif, telle est la question qui passionnait alors l'Allemagne.

Bien que profondément libéral, Bruno Bauer avait pris position contre l'émancipation des Juifs.

Les Juifs, disait Bauer, n'ont aucun droit à être émancipés, parce que les Droits de l'Homme, ça se conquiert, ça ne s'octroie pas. Si les Chrétiens ont obtenu la garantie des Droits de l'Homme, c'est parce qu'ils se sont émancipés du christianisme, c'est parce qu'ils ont construit une société civile, une société laïque qui ignore la religion et est même bien souvent en opposition avec elle ; ils ne se sont émancipés politiquement et socialement que parce qu'ils se sont d'abord émancipés de la religion.

Or les Juifs, eux, dit Bauer, ne se sont pas émancipés du judaïsme. Ils ne connaissent pas d'autres lois — je rappelle que nous sommes dans les années 1840 — que celles de Moïse, d'autre Droit que celui du Talmud, et les détails les plus infimes de leur vie quotidienne sont soumis aux prescriptions de la Thora. Que les Juifs s'émancipent du judaïsme, et alors seulement ils auront droit à l'émancipation civile et politique.

A cette thèse, dont on ne peut méconnaître la force, Marx fait une réponse qui, en gros, est celle-ci : Bruno met la religion au premier plan, il la considère comme un fait en soi, alors que la religion juive, comme toute autre religion, n'est qu'une conséquence. « *Il ne faut pas chercher* », dit Marx, « *le secret du Juif dans sa religion, mais le secret de sa religion dans le Juif, dans le Juif réel* ».

Et, après de longues pages, qui présentent surtout un intérêt philosophique, où sont examinés les rapports réciproques de la société, de la religion et de l'Etat, Marx, revenant plus spécialement au problème juif, conclut selon sa manière habituelle, par quelques phrases lapidaires, des affirmations tranchées qu'il n'entoure pas de beaucoup d'explications et dont les deux principales, celles qui résument toutes les autres, sont celles-ci :

« *La nationalité du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent.* »

Et :

« *L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme.* »

***

Ces brèves formules, qui peuvent résonner étrangement aux oreilles de certains d'entre vous, nécessitent, évidemment, quelques explications.

Marx n'avait, certes, rien d'un démagogue, il était tout le contraire d'un démagogue. Lorsque donc il déclare que la nationalité du Juif c'est celle de l'homme d'argent, il est bien certain qu'il ne veut pas dire qu'il n'y a que le Juif qui aime l'argent, il sait très bien que ce n'est pas là un caractère particulier au Juif, il sait très bien que tout le monde aime l'argent ; nos grands auteurs n'ont pas eu besoin d'aller chez les Juifs pour trouver Harpagon ou le père Grandet ; Marx ne veut pas dire davantage par là que tous les Juifs sont riches, il savait le contraire, par expérience.

Que veut-il donc dire ?

Comme tous ses contemporains Marx avait été frappé du fait que le régime issu de la Révolution française avait apporté dans l'organisation sociale cette nouveauté sans précédent : la suppression de toutes distinctions entre les hommes autres que celle de la richesse. Dans toutes les sociétés précédentes, que ce soient les sociétés antiques, la société médiévale ou celle de l'Ancien régime, ce n'était pas l'argent qui fixait la place de chacun dans la hiérarchie sociale, mais sa condition juridique. Dans l'Antiquité vous étiez ou bien esclave ou bien homme libre, ou bien affranchi ou bien ingénu, et vous pouviez être archi-millionnaire, comme le furent certains affranchis romains, vous n'aviez tout de même droit qu'à une place inférieure, dans l'Etat et dans la société, à celle de l'homme né libre, fût-il pauvre comme Job. De même sous l'Ancien régime, vous étiez noble ou roturier, serf ou vilain, maître ou compagnon, homme d'épée ou homme de robe, et fussiez-vous le plus riche négociant du royaume, vous ne deviez pas moins céder le pas au plus gueux des nobliaux de province.

Le régime moderne a supprimé toutes ces distinctions de droit, il n'a plus laissé qu'une seule distinction, une distinction de fait : celle du riche et du pauvre, celle de celui qui a de l'argent et de celui qui n'en a pas. Or... ceci est juif. Dans la société juive, dans toutes les communautés juives de l'Ancien régime il y avait en effet déjà cette chose à laquelle nous sommes maintenant complètement habitués, mais qui était alors absolument anormale : il n'y existait pas d'autres distinctions entre un Juif et un autre Juif que celles qui séparent un homme riche d'un homme pauvre.

C'est pourquoi Marx pouvait écrire que la nationalité du Juif c'est la nationalité de l'argent, et comme, d'autre part, il estimait que cette dernière distinction, la distinction des fortunes, devait disparaître, que c'était là le prochain pas à faire, il proclamait que l'émancipation sociale serait l'émancipation du judaïsme.

Mais il nous faut aller plus loin.

La conséquence de ce que dans la société juive il n'y avait pas d'autres inégalités que celle de l'argent était que tout le monde possédait le même droit, celui de gagner de l'argent. En même temps que l'égalité de condition, la liberté économique était à la base de la société juive. Voilà pourquoi Marx pouvait écrire également que la nationalité du Juif est la nationalité du commerçant, du commerçant libre, bien entendu.

Or ceci distinguait encore plus radicalement la société juive de la société chrétienne, de la société légale de l'Ancien régime. L'Ancien régime était, en effet, ce qu'on appelle aujourd'hui un régime d'économie contrôlée, nouveau mot pour une bien vieille chose. Sous la double limitation des entraves corporatives et des interdictions de l'Etat, la production et les échanges ne jouissaient que d'une liberté extrêmement limitée. Vous ne pouviez ni vous établir librement, ni vendre à un autre prix que vos collègues, ni même simplement attirer l'attention de l'acheteur éventuel sur votre marchandise en l'étalant à votre vitrine ; les étalages, cette gloire de nos villes modernes, étaient considérés comme de la concurrence déloyale, ce sont les Juifs qui les ont introduits.

Eh bien ! c'est ce contraste entre la société juive fondée sur la liberté du commerce et la société non juive basée sur la réglementation qui explique toute l'histoire des Juifs durant les siècles qui précédèrent le XIXe.

Sous le poids de ses interdictions, la société régulière aurait péri étouffée si elle n'avait pu respirer quelque peu de liberté ; si cette liberté, c'étaient les Juifs qui la lui apportaient. Pour prendre un exemple bien connu, comment auraient fait les rois et les princes qui voulaient faire la guerre, les nobles qui voulaient faire figure s'ils n'avaient trouvé à emprunter de l'argent ? Et où auraient-ils pu en trouver ailleurs que chez les Juifs puisque dans la société légale le prêt à intérêt était interdit ? Parce qu'ils représentaient la liberté économique, les Juifs étaient mis au ban de la société, c'étaient, sinon des hors-la-loi, au moins des hors-castes, mais ils ne s'en maintenaient pas moins précisément parce qu'ils représentaient la liberté économique : ils étaient indispensables.

C'est là une situation que nous comprenons beaucoup mieux aujourd'hui que nous n'aurions pu le faire il y a dix ans, car c'est précisément dans la même situation que nous nous trouvons

aujourd'hui (1). Il y a aujourd'hui un marché officiel réglementé, et, à côté, un marché libre, dit « marché noir ». Les gens du marché noir sont honnis, vilipendés, méprisés, constamment menacés des foudres de la loi, tout comme l'étaient les Juifs, c'est contre eux que les gouvernements embarrassés tentent de détourner les colères populaires, comme ils tentaient jadis de les détourner contre les Juifs, mais malgré la loi et en dépit du sentiment populaire le marché noir subsiste, tout comme ont subsisté les Juifs, et pour la même raison : du fait qu'il est la liberté, le marché noir est indispensable, et tout le monde a recours à lui. Vous savez très bien que sans le marché noir un bon nombre d'entre vous ne seraient pas là parce qu'ils seraient morts, et vous savez aussi très bien qu'il n'y a pas une usine, pas un atelier qui aurait continué à tourner s'il n'avait recouru au marché noir au moins pour un certain nombre de produits secondaires, tels que l'huile pour les machines.

Cependant, on ne peut vivre ainsi, en marge de la société, même lorsqu'on lui est nécessaire, qu'à une condition : c'est de se serrer les coudes. Il faut arriver à constituer une véritable société fermée, dont les membres peuvent se reconnaître du premier coup d'œil à cause de l'observance de rites communs, et peuvent avoir confiance les uns dans les autres parce qu'ils possèdent une morale commune, fort stricte et rigoureusement observée. Une véritable franc-maçonnerie, mais une franc-maçonnerie beaucoup plus solidement charpentée que celle qui porte ce nom. Or qu'est-ce qui pouvait fournir aux pratiquants du marché libre un lien plus solide, une morale et des rites plus adéquats, qu'une religion commune, et surtout qu'une religion aussi rigoriste et aussi hermétique que l'était la religion juive depuis le Talmud ?

Voilà le secret du judaïsme. Il n'y a pas de miracle juif. Le judaïsme a été le produit d'une nécessité, d'une nécessité historique, celle où s'est trouvée l'économie réglementée de l'Ancien régime d'avoir un secteur libre, secteur avec lequel elle se trouvait en complète opposition de principe, mais dont le fonctionnement était nécessaire à son propre fonctionnement. C'est pourquoi Marx pouvait écrire que « *le judaïsme s'est conservé, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire* ».

Et l'émancipation des Juifs devient maintenant une affaire fort claire. L'émancipation du Juif était la suite toute naturelle de l'avènement du capitalisme, c'est-à-dire de l'institution de l'égalité politique et de l'établissement de la liberté économique. Quand la Révolution française proclama que tous les hommes étaient égaux en droit, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus entre eux d'autres distinctions que la distinction de fait provenant de leur plus ou moins grande fortune, quand elle supprima tout ce qui restait des corporations ainsi que toutes les limitations apportées par l'Etat à l'activité économique des individus, elle ne fit qu'étendre à la société toute entière les règles qui n'avaient été jusque-là que celles de la société juive. Le principe du « laissez faire, laisser passer », le mot d'ordre « enrichissez-vous ! » qu'étaient-ce donc, sinon le principe et le mot d'ordre du judaïsme ?

Voilà pourquoi le statut personnel du Juif devait disparaître, pourquoi l'un des premiers actes de la Constituante fut de réaliser l'émancipation des Juifs, et que cette émancipation s'étendit progressivement à toute l'Europe au fur et à mesure que le Nouveau Régime pénétrait dans toute l'Europe. Comme le dit Marx, « *les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les Chrétiens sont devenus juifs* ».

J'en ai fini avec ce que je voulais exposer de ce qui me paraît avoir été l'essentiel des idées de Renan et de Marx sur la question juive. Je voudrais, pour conclure, voir brièvement comment les principes généraux que nous venons d'indiquer peuvent être appliqués à l'état présent de la question juive, comment on peut expliquer à leur lumière les deux pôles en lesquels se concentre aujourd'hui le problème juif : d'une part l'antisémitisme, d'autre part le sionisme.

L'ANTISEMITISME

On peut distinguer deux sortes d'antisémitisme, l'un, dont on pourrait prendre comme type l'antisémitisme français, qui est presque purement verbal, l'autre, qui a revêtu un caractère juridique, et qui fut l'antisémitisme hitlérien.

La cause de ces deux antisémitismes est différente.

En ce qui concerne l'antisémitisme français sa raison est claire. Lorsque la loi de la société juive est devenue loi générale, les Juifs se sont trouvés tout naturellement avantagés. Ils avaient une expérience que les autres n'avaient pas, et dont ceux-ci d'ailleurs, encore tout empêtrés dans leurs vieilles traditions, ne se débarrassaient qu'assez difficilement. Si bien que dans cette jungle qu'est la société capitaliste il leur arrivait de triompher plus souvent que les autres. Cela, non seulement dans le commerce, ou dans la banque, mais aussi dans les professions libérales pour lesquelles l'agilité d'esprit qu'ils avaient dû acquérir au cours des conditions de vie très difficiles qui leur avaient été faites, leur servait admirablement. Il y eut alors contre eux la jalousie que soulève tout concurrent qui réussit trop bien. C'est un sentiment que nous connaissons bien ici, à Nice. Tous les Niçois, surtout dans le commerce, et y compris les Italiens fraîchement naturalisés, sont plus ou moins italophobes. C'est qu'il y a beaucoup d'Italiens à Nice et que, grâce surtout à leur grosse puissance de travail, ils réussissent généralement bien. Il n'est guère de commerçant français qui n'ait un concurrent italien dans ses parages, aussi chaque client de celui-ci lui paraît être un client qu'on lui enlève. « Ah ! si l'on empêchait ces sales macaronis de s'établir, combien mes affaires seraient plus brillantes ! » Eh bien ! il en est exactement de même à l'égard des Juifs. On est contre les Juifs simplement parce qu'on est jaloux d'eux. La preuve en est que dans les professions où la concurrence juive ne se fait pas sentir il n'y a pas d'antisémitisme et que c'est là, au contraire, où cette concurrence est la plus vive que l'antisémitisme est le plus virulent. Ainsi, on peut dire qu'il n'y a pratiquement pas d'antisémitisme dans la classe ouvrière française, la raison en est simple, c'est qu'il n'y a à peu près pas d'ouvriers juifs ; par contre, si la corporation qui a fourni le plus grand nombre de membres à l'Action française d'abord, au P.P.F. ensuite est la corporation médicale, c'est que c'est dans la médecine qu'il y a le plus de Juifs, et c'est là qu'ils réussissent le mieux.

Mais cet antisémitisme est sans grande importance et il disparaîtra au fur et à mesure que le Juif s'assimilera, c'est-à-dire qu'il perdra la supériorité que lui ont valu cinq siècles d'avance dans la pratique de la liberté.

L'antisémitisme allemand eut un caractère différent. Je ne parle pas ici de l'antisémitisme des dernières années, celles durant lesquelles les hitlériens sentant la victoire leur échapper et voulant trouver un responsable cherchaient quelqu'un sur qui se venger. Ils avaient le Juif sous la main, ils se sont vengés sur le Juif. Cela relève de la psychiatrie, non de la sociologie ; le matérialisme historique ne peut en fournir d'explication.

Ce dont je veux parler seulement, c'est de l'antisémitisme des premières années du régime hitlérien, alors qu'il n'était point encore question d'exterminer les Juifs, mais seulement de les frapper d'un certain nombre d'incapacités légales.

Or cette attitude s'explique très bien.

N'oubliez pas, en effet, que l'essentiel de la politique nationale socialiste, du point de vue intérieur, consistait à supprimer la liberté économique, tenue pour responsable du chômage. Le patron n'était plus le patron, le charbonnier maître chez lui, il n'était plus que le « führer » de son entreprise, et, en tant que tel, soumis aux directives et aux ordres des führer de rangs supérieurs. Toute l'économie tendait ainsi à être contrôlée depuis le haut jusqu'en bas. On revenait ainsi, tout sim-

(1) Je rappelle que ceci a été dit en 1946. — R.L.

plement, à l'économie de l'Ancien Régime avec, bien entendu, les modifications qui s'imposaient du fait des transformations de la technique. Revenant donc à l'économie de l'Ancien Régime, il était naturel que l'hitlérisme cherche à remettre le Juif dans la condition où il était sous l'Ancien Régime. Pour rétablir le contrôle économique on fermait le verrou sur les représentants traditionnels de la liberté économique.

LE SIONISME

En ce qui concerne le sionisme, dissipons d'abord une équivoque ! Le sionisme n'est pas né des persécutions hitlériennes, il utilise les persécutions pour se renforcer, mais il n'est pas né d'elles.

Le sionisme date de 1900, c'est-à-dire de l'époque où le libéralisme est à son apogée ; il n'y avait plus alors qu'en Roumanie et en Russie que les Juifs ne fussent point émancipés ; partout ailleurs, en Europe, ils possédaient l'égalité civile et politique avec les autres citoyens. Jamais les Juifs n'avaient autant été à l'abri des persécutions, et c'est à ce moment que, pour la première fois, ils parlent d'émigrer en Palestine ! Et lorsqu'ils commenceront à réaliser leur dessein, ce sera en 1918, alors que le dernier grand pays où ils étaient soumis à un régime d'exception, la Russie, venait, à son tour, de supprimer toutes les interdictions qui les frappaient ! Aujourd'hui même, où ils se prétendent persécutés en Pologne et en Roumanie, bien que fort nombreux soient ceux d'entre eux qui appartiennent maintenant aux sphères dirigeantes de ces deux pays, ils s'acharnent à ne vouloir aller qu'en Palestine alors qu'il leur serait mille fois plus facile d'obtenir leur entrée dans les différents pays du monde, proportionnellement à la population de ceux-ci et à leurs ressources.

Alors, est-ce que le sionisme, loin d'être le produit des persécutions contre les Juifs, ne serait-il pas simplement le fruit de leur libération ?

J'ai dit tout à l'heure que les idéologies, et particulièrement les religions, avaient des racines économiques ; cependant elles n'en ont pas moins une vie propre, d'où elles tirent une certaine autonomie à l'égard des conditions économiques et sociales qui leur ont donné naissance. Il s'ensuit que lorsqu'ont disparu les conditions économiques qui sont leur raison d'être, elles cherchent néanmoins à subsister.

Voilà le pourquoi du sionisme !

Depuis l'instauration de la liberté économique, depuis l'émancipation légale du Juif, le judaïsme n'a plus de raison d'être ; cependant il ne veut pas mourir ! Il cherche alors à se créer une vie artificielle, une nouvelle vie en se transplantant en Palestine afin d'y devenir la religion d'Etat d'un nouvel Etat. Cela rappelle ces organes, ces cœurs que l'on enlève à un organisme et qu'on continue à faire vivre, à faire battre dans des milieux artificiels, alors que leur vie, que leurs pulsations n'ont plus de raison d'être puisqu'ils sont séparés de l'organisme pour lequel ils étaient faits.

Quel sera l'avenir du sionisme ?

Ira-t-il rejoindre en cette Syrie, qui est à la fois le berceau et le tombeau des religions, les innombrables religions qui y sont déjà enterrées ? Des religions mortes, qui ont eu souvent leur grande heure d'histoire, mais qui n'y sont plus professées que par quelques sectateurs intrépides, et qui sont maintenant réduites à l'état de pièces de musée, car elles sont désormais privées de leur raison d'être économique.

Ou bien, comme ces organes dont je parlais tout à l'heure et qu'il arrive qu'on regreffe sur de nouveaux organismes, le judaïsme de Palestine sera-t-il appelé à un nouveau destin ? Cela est possible. Tout dépendra des événements internationaux et du jeu des grandes puissances impérialistes dans le Proche-Orient. Mais ce que d'ores et déjà l'on peut affirmer, c'est que ce nouveau judaïsme, s'il se produit, différera autant du judaïsme que nous connaissons que celui-ci différait du judaïsme des anciens Hébreux, de celui d'Abraham, ou de celui d'Isaïe. A la surface il pourra être le même, les mots pourront être identiques, les mêmes rites observés, les mêmes textes sacrés invoqués, le même dieu vénéré, la substance n'en sera pas moins différente.

Le judaïsme que deux mille ans de vie européenne avait forgé est mort, il est mort de son triomphe ! Et rien ne pourra le ressusciter !

R. LOUZON.

Un document de Josephus Flavius :

La prise de Jérusalem... il y a 1897 ans!

Dans la deuxième moitié du premier siècle de notre ère, le peuple de Palestine se souleva contre la domination romaine. Les succès initiaux furent très grands. Mais les Romains devaient revenir en force, sous la conduite de Vespasien, puis de Titus. L'un des chefs de l'insurrection, Josephus Flavius, fut fait prisonnier lors de la reconquête de la Galilée. Alors, probablement pour sauver sa vie, il se rallia au vainqueur, devint « collaborateur ». (Ceci n'a rien de très beau, mais nous devons nous en féliciter, car sans cela le récit des événements ne nous serait pas parvenu.) De la relation faite par ce Josèphe, intitulée La guerre juive, *extrayons le récit du dernier épisode : la prise et la destruction de Jérusalem en l'an 70. Le manque de place nous empêche malheureusement de donner le récit du siège, qui dura très longtemps et qui fourmille de traits absolument admirables du courage de tout un peuple insurgé.*

J. PÉRA.

***

« Titus, entrant dans la ville, admira les fortifications et les tours...

« Quand les soldats furent las de massacrer, une multitude encore considérable de survivants reparurent. César (1) donna l'ordre de tuer seulement ceux qui portaient des armes et qui résistaient ; le reste devait être pris vivant. Mais les soldats, dépassant leurs instructions, continuèrent à tuer les vieillards et les faibles ; ceux qui étaient vigoureux et en état de servir furent poussés dans le Temple et enfermés dans l'enceinte réservée aux femmes. César préposa à leur surveillance un de ses affranchis ; il chargea aussi un de ses amis, Fronton, de décider du sort que méritait chacun des captifs. Fronton fit tuer tous les factieux et les brigands (2), qui s'accusaient les uns les autres ; il choisit et réserva pour le triomphe (3) ceux des jeunes gens qui avaient la plus haute taille et qui étaient bien faits ; dans le reste de cette foule, ceux qui avaient plus de dix-

(1) Nom générique des empereurs. En fait, il s'agit ici du représentant de l'empereur, c'est-à-dire du général en chef, Titus.

(2) N'oublions pas que c'est un « collaborateur » qui tient la plume. « Les « résistants », sont traités de « factieux » et « brigands », et leurs chefs de « tyrans ».

(3) C'est la cérémonie qui clôturait les guerres victorieuses. Les prisonniers importants étaient montrés au peuple de Rome, enchaînés derrière les chars des vainqueurs. Après quoi ils étaient généralement mis à mort. Telle fut la fin de Vercingétorix.

sept ans furent chargés de chaines et envoyés en Egypte aux travaux publics ; Titus en distribua un grand nombre pour y succomber, dans les amphithéâtres, aux fers ou aux bêtes féroces. Ceux qui avaient moins de dix-sept ans furent vendus. Dans le temps où Fronton prononçait ainsi sur leur sort, onze mille d'entre eux moururent de faim, les uns à cause de la haine qu'ils inspiraient à leurs gardiens, dont ils n'obtenaient pas de nourriture, les autres parce qu'ils n'acceptaient pas celle qu'on leur donnait ; d'ailleurs on manquait même de blé pour un si grand nombre de captifs.

« Le nombre total des prisonniers faits pendant toute la guerre s'éleva à quatre-vingt-dix-sept mille ; celui des morts, pendant tout le siège, à onze cent mille. La plupart étaient des Juifs, mais non tous de la ville même ; beaucoup étaient venus de tout le pays à la fête des Azymes quand la guerre les enveloppa soudain ; ainsi l'espace étroit où ils étaient confinés produisit d'abord une maladie pestilentielle et aggrava, peu de temps après, la famine (4).

« A ce moment c'est dans une sorte de prison que la Destinée enferma tout le peuple ; la guerre enveloppa une ville qui regorgeait d'hommes. Le nombre des morts excéda donc cette fois toutes les calamités d'origine humaine ou divine. Quand les Romains eurent tué ou fait prisonniers tous ceux des ennemis qui se montrèrent, ils recherchèrent encore ceux qui étaient réfugiés dans les souterrains et, fouillant le sol, tuèrent tous les Juifs qu'ils purent rencontrer ; on trouva là plus de deux mille hommes qui s'étaient tués de leurs propres mains, ou entretués, ou qui, en plus grand nombre avaient succombé à la faim. Une affreuse odeur de cadavre frappa ceux qui entraient...

« ... Quand l'armée n'eut plus rien à tuer ni à piller... César lui donna aussitôt l'ordre de détruire toute la ville et le Temple, en conservant cependant les tours les plus élevées... Tout le reste de l'enceinte fut si bien rasé par la sape que les voyageurs, en arrivant là, pouvaient douter que ce lieu eût jamais été habité. Telle fut la fin de Jérusalem, cité illustre, célèbre parmi tous les hommes, victime de la folie des factieux. »

(4) Josephus croit devoir apporter ici « la preuve certaine que la ville contenait une population si considérable ». Il la tire du fait qu'à l'approche de la Pâque les gens se réunissent à au moins dix personnes (cf. la Cène) pour manger l'agneau, sacrifié. Or, les prêtres qui étaient les sacrificateurs, « comptèrent deux cent cinquante-cinq mille six cents bêtes sacrifiées. Si l'on suppose dix personnes pour se partager chacune, on obtient le chiffre de deux millions sept cent mille hommes, tous purs et sains ; car ni les lépreux ni ceux qui souffrent de gonorrhée, ni les femmes pendant la menstruation, ni les autres personnes souillées dune manière ou d'une autre, ne peuvent participer aux sacrifices, non plus que les hommes de race étrangère »...

VERS UNE RESISTANCE GRECQUE?

Un congrès à Paris, des étudiants grecs des universités européennes de l'Ouest et de l'Est

La résistance grecque contre la dictature instaurée le 21 avril va-t-elle s'organiser ? Sous quelles formes ? Aura-t-elle un aspect politique, ou prolétarien, ou militaire ? Autant de questions que s'est posées un congrès qui s'est tenu récemment à Paris : il réunissait des étudiants grecs travaillant dans des universités de plusieurs pays européens de l'Ouest et de l'Est. Y a-t-il répondu ? Notre article ne veut que donner un aperçu général des thèses et propositions qui y furent exprimées, dans le but principal d'informer les lecteurs de la « R.P. ».

Ce congrès n'était pas composé de « fils à papa », mais de jeunes à la fois ouvriers, bricoleurs et étudiants. Ils parlaient avec leur tempérament ouvrier, mais aussi avec les connaissances présumées scientifiques acquises dans les facultés de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est.

Un délégué de l'Allemagne de l'Ouest présenta un rapport sur la société grecque dans son ensemble. Il ne critique pas suffisamment les erreurs politiques des anciens partis, mais il condamne sévèrement la politique des « puissances », U.R.S.S. comprises, qui, à Yalta, ont sacrifié la Grèce, l'ont livrée à l'Angleterre pour maintenir une oligarchie intérieure avec une royauté surannée et inutile.

Un représentant de la section de Paris, organisatrice du congrès, n'accepte pas l'intermédiaire des politiciens ayant la couverture du palais royal. La dictature est installée pour demeurer par la force ; elle ne partira que par la force. Nous devons prévoir un gouvernement provisoire qui, dit-il, devra repousser aussi le Marché Commun. Pourquoi alors, lui réplique un délégué de l'Allemagne de l'Ouest, Prague et Bucarest, et Belgrade aussi, frappent-ils à la porte du Marché Commun ?

Deux délégués, l'un venant d'U.R.S.S., l'autre de Bulgarie, préconisent en termes violents l'insurrection armée généralisée contre tout autre moyen de résistance passive. Par contre, des délégués de Prague et de Vienne refusent cette alternative. Dans les circonstances actuelles il y a d'autres moyens, plus efficaces. Nous sommes en droit de demander, disent-ils, à ceux qui préconisent en priorité les insurrections (qui d'ailleurs n'ont pas eu lieu le jour du coup d'Etat) ce que feront dans cette éventualité, les gouvernements de l'Est ? Comment aideront-ils l'insurrection ? Continueront-ils de commercer avec la dictature ? Continueront-ils leur participation aux expositions de Salonique et d'ailleurs ?

La réponse à ces questions n'est pas venue, les délégués en cause ayant quitté le congrès après avoir lancé leur pétard.

Un délégué minoritaire de Paris critique le mot d'ordre d'insurrection, alors qu'aucune préparation n'est entreprise, ni sur le terrain syndical, ni sur le terrain illégal. S'il y a un jour insurrection, le travail préparatoire se sera fait en Grèce, non à l'étranger. Nous ne devons pas être un mouvement d'émigrés.

Un autre délégué de l'Allemagne de l'Ouest demande aussi à ceux qui incitent à une solution armée : sacrifierez-vous la coexistence pacifique ou les révoltes dramatiques des insurgés, s'il y en a ? Il ne faut pas compter davantage sur une aide positive des Etats occidentaux qui ne sont mus que par les intérêts froids des rapports entre capitalistes.

Un délégué de l'Allemagne de l'Est, à son tour, dira : allons-nous nous lancer dans une aventure comme en 1946 ? Si jamais l'insurrection se produit en Grèce, elle sera le résultat des conditions de la vie elle-même, non le fruit de douteuses « idéologies ».

L'observateur sympathique, mais objectif, que j'étais n'a pu que constater que, le plus souvent, chaque orateur exprimait à peu près le sentiment et la politique du pays dont il était l'hôte.

J. PIKROS.

L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Son action, son programme, son conflit avec Lénine

L'Opposition ouvrière commença à faire parler d'elle dans les premiers mois de 1919. Elle prit naissance dans les syndicats qui, au début de la révolution d'octobre, assumaient, par l'intermédiaire des comités d'usine, le contrôle ouvrier, puis, après les nationalisations, la gestion des entreprises.

Soulignons que les syndicats, dont Chliapnikov, Loutovikov, Medvédiev, Kissélev et plus tard Alexandra Kollontaï, défendirent âprement contre Lénine les prérogatives, étaient des organisations dépendantes du Parti, chaque syndicat ayant sa « fraction » communiste qui recevait directement ses instructions des comités locaux du PC et les faisaient prévaloir, au besoin les imposait, dans les assemblées syndicales.

Mais les animateurs de l'Opposition ouvrière, en leur double qualité de militants en vue du Parti et de dirigeants syndicaux, étaient fermement convaincus que la gestion des entreprises nationalisées revenait de droit, *ainsi que l'affirmait le programme du PC*, aux syndicats. Aussi bien s'opposaient-ils farouchement à la mainmise du Conseil supérieur de l'économie nationale sur la direction des usines, des mines, des transports et des services publics.

Conscients d'être les porte-parole du prolétariat russe, dont l'« avant-garde », selon la définition de Lénine, détenait le pouvoir, et surtout plus aptes à se rendre compte des misérables conditions d'existence des travailleurs des villes, ces militants dénonçaient avec beaucoup de clairvoyance et de courage la bureaucratie qui, dès cette époque, envahissait le Parti, l'administration soviétique et les rouages économiques.

Ainsi l'Opposition ouvrière ne se bornait pas à défendre la gestion collective des entreprises, à laquelle le Conseil supérieur de l'économie nationale, encouragé par Lénine, Trotsky et autres leaders du Parti, tendait de plus en plus à substituer une direction uninominale, elle appuyait, pour autant que celles-ci n'allaient pas à l'encontre des fondements de l'Etat ouvrier et paysan, les revendications des travailleurs soviétiques.

En ce sens, les campagnes de l'Opposition ouvrière ont débordé les cadres étroits du Parti ; et de tous les courants qui tentèrent de faire obstacle à la politique économique et sociale de Lénine, le sien fut le seul qui ait attiré l'attention et les sympathies des milieux ouvriers.

Dès le début de 1919, Chliapnikov était devenu si gênant que le CC l'envoya « en mission » de longue durée en Norvège. Retenu là-bas, il n'assista pas à la IXe Conférence du Parti (septembre 1920) où il s'en fallut de peu que l'Opposition ouvrière, qui faisait bloc avec la tendance de Sapronov, dite du « centralisme démocratique » (1), mette en minorité (124 voix contre 154) Lénine et le Comité central. Lénine dut user de son autorité personnelle et de sa science du compromis (2) pour empêcher que les divergences ne prennent une tournure plus grave ; mais le Comité central tira de ce scrutin les conclusions nécessaires. Dès ce moment, tout l'« appareil » du Parti fut mobilisé pour réduire au minimum le nombre des délégués de l'Opposition ouvrière au Xe Congrès, convoqué pour le début de mars 1921.

La période qui précéda ce Congrès fut marquée par un autre événement qui ébranla la cohésion du Comité central et sensibilisa à l'extrême l'attention des militants.

La victoire des bolchéviks sur les généraux Dénikine et Wrangel avait, dès 1920, libéré le pays, mettant ainsi à la disposition du gouvernement soviétique les immenses richesses du sol et du sous-sol de la Russie. L'ambition de Lénine, édifier un grand Etat industriel, pouvait alors se donner libre cours. Mais avant même d'ébaucher l'entreprise, il fallait remettre sur pied les transports ruinés par six années de guerre et de destructions systématiques ; Trotsky était à l'époque le seul homme capable de mener la tâche à bien ; Lénine la lui confia.

Devenu, en plus de ses fonctions de commissaire à la Guerre, commissaire aux Transports, Trotsky prit, selon son tempérament, les mesures les plus radicales pour restaurer les chemins de fer et la navigation fluviale. Dans ce but, il fit approuver par Lénine et le CC la création du *Tsektran* (Comité central des Transports) qui courba sous sa rude férule les multiples directions collectives et syndicales de ce secteur économique. Ce fut, dans le Parti et au Conseil central panrusse des syndicats, un beau vacarme.

Zinoviev, qui depuis longtemps attendait le moment de battre en brèche le prestige de Trotsky, profita de l'occasion pour déclencher dans les colonnes de la *Pravda de Léningrad* une campagne contre le système de contrainte et les « méthodes policières » du *Tsektran* qui, avec le concours des « spécialistes » (technocrates formés sous l'ancien régime), tyrannisait les ouvriers des transports.

La campagne de Zinoviev souleva dans le Parti l'émotion que l'on devine et fit rebondir la discussion sur le rôle des syndicats. Lénine lui-même ne tarda pas à venir à la rescousse de Zinoviev (preuve que ce dernier n'avait pas agi seul). Et des mois durant, articles, discours, thèses se succédèrent sans qu'il soit possible de déterminer si les syndicats soviétiques seraient les « courroies de transmission » ou l'« école du Parti », selon la formule de Lénine et de Zinoviev, ou de simples « rouages de l'Etat prolétarien », selon la définition de Trotsky.

Pendant ce temps, la population ouvrière de Moscou, Pétrograd, Ivano-Voznessensk et

---

(1) La tendance dite du centralisme démocratique demandait, entre autres, qu'il soit laissé plus d'initiative et de liberté de décision aux comité locaux du Parti.

(2) Ce qui lui donnait le temps de préparer ses revanches.

autres centres industriels, rationnée à l'extrême et accablée de contraintes, luttait péniblement contre le dénuement et la faim. Des grèves étaient signalées un peut partout. Quant aux campagnes, lasses des réquisitions arbitraires et du manque total d'objets de première nécessité, elles multipliaient les révoltes locales, dont celle de la province de Tambov (été 1920) rassembla près de 10.000 partisans.

Mais le coup le plus dur pour Lénine fut l'insurrection de Cronstadt qui éclata au début de mars 1921, quelques jours avant le Xe Congrès. On sait qu'elle obligea Lénine et les doctrinaires aveugles qui le suivaient à renoncer aux méthodes du « communisme de guerre » et à reconnaitre que le premier devoir d'un Etat dit ouvrier et paysan était de nourrir les travailleurs. Mais elle eut aussi pour effet de créer dans tout le pays un climat social qui mettait le régime en péril.

C'est à ce moment que, dans le Parti, éclata comme un coup de tonnerre la brochure d'Alexandra Kollontaï : *l'Opposition ouvrière.*

On y pouvait lire cette déclaration liminaire :

L'Opposition ouvrière est issue du prolétariat industriel de la Russie soviétique. Elle n'est pas née seulement des conditions intolérables de vie et de travail où se trouvent sept millions d'ouvriers (3) ; elle est aussi le produit des volte-face, des incohérences et même des déviations que fait ressortir notre politique soviétique par rapport aux principes de classe énoncés à l'origine dans le programme communiste.

Et plus loin, cette définition des divergences entre militants syndicaux et dirigeants du Parti :

Pour la première fois, deux points de vue, tels qu'ils ont été exprimés par les dirigeants de notre Parti et les représentants des ouvriers organisés se sont reflétés au IXe Congrès (printemps 1920) quand fut discutée la question : « Direction collective ou direction uninominale de l'industrie ? » Il n'y avait pas alors d'opposition d'un groupe organisé, mais il est symptomatique que la direction collective de l'industrie ait été défendue par tous les militants syndicaux et combattue au contraire par tous les dirigeants du Parti, habitués qu'ils sont à juger tous les problèmes du point de vue de nos institutions d'Etat. Ces problèmes doivent être présentés avec assez de ruse et d'adresse pour obtenir l'agrément de groupes sociaux aussi diversifiés et aux aspirations politiques aussi contradictoires que le prolétariat, les petits possédants, la paysannerie et la bourgeoisie représentée par les technocrates ou pseudo-technocrates de toute espèce.

(...) Partout, on se heurte à la même question : qui développera les forces créatrices dans la reconstruction de notre économie ? Sera-ce les organisations de classe liées à l'industrie par des liens vitaux — c'est-à-dire les syndicats d'industrie — ou bien l'administration soviétique qui est un corps séparé de l'activité industrielle et dont la composition sociale est des plus diverses ? Voilà le fond de nos divergences.

Et Kollontaï donnait cette analyse des groupes sociaux qui, à l'époque, composaient l'Etat soviétique :

Tout parti à la tête de notre Etat soviétique composé de milieux sociaux différents doit prendre en considération les aspirations des paysans, leurs tendances petites-bourgeoises et leur hostilité au communisme, prêter l'oreille aux nombreux éléments petits-bourgeois, restes de l'ex-capitalisme russe (anciens trafiquants, hommes d'affaires, fonctionnaires) qui se sont très vite adaptés aux institutions soviétiques et détiennent des fonctions importantes dans les organismes centraux, voire dans les différents commissariats du peuple, etc.

(...) Voilà les éléments petits-bourgeois largement répandus dans les institutions soviétiques, les éléments de la classe moyenne avec leur hostilité au communisme, leur attachement aux habitudes invétérées du passé, leur haine, leur crainte des actes révolutionnaires ; voilà les éléments qui apportent la dégénérescence dans nos institutions et y créent une atmosphère qui rebute en fin de compte la classe ouvrière.

Et Kollontaï soulignait l'emprise de plus en plus grande de ces groupes sociaux hostiles à la classe ouvrière sur la jeune économie soviétique :

En plus des petits possédants campagnards et des éléments bourgeois des villes, notre parti, dans sa politique, doit compter avec l'influence des représentants de l'ancienne bourgeoisie qui aujourd'hui sortent de l'ombre (techniciens, ingénieurs, ex-directeurs d'entreprises industrielles ou d'organismes financiers) et qui, par tout leur passé, restent attachés au système capitaliste. Ces éléments sont incapables de concevoir un autre mode de production en dehors de celui qui se situe dans les limites traditionnelles de l'économie capitaliste.

Et de cette intrusion des technocrates d'origine bourgeoise dans l'économie soviétique, Kollontaï tirait les conclusions suivantes :

(...) La production et son organisation constituent l'essentiel du communisme. Exclure les travailleurs de l'organisation de la production, les priver de la possibilité de créer de nouveaux modes de production dans l'industrie au moyen de leurs syndicats, rejeter ces émanations de l'organisation de classe du prolétariat pour se fier entièrement à la compétence de technocrates, accoutumés et entrainés à diriger la production sous un système foncièrement différent, c'est dévier de la pensée marxiste scientifique. C'est pourtant ce que sont en train de faire les dirigeants de notre Parti.

Et parlant de la crise que traversait alors ce dernier, Kollontaï dira :

Une des raisons de la crise du Parti est qu'en fait durant ces trois années de révolution, la situation économique de la classe ouvrière, de ceux qui travaillent dans les usines, non seulement n'a pas été améliorée, mais est devenue plus insupportable encore. Cela, nul n'ose le nier. (...) Seuls les paysans ont gagné quelque chose ; quant aux classes moyennes, elles se sont très intelligemment adaptées aux conditions nouvelles, de même que les éléments de l'ex-grande bourgeoisie qui détiennent maintenant des postes-clefs, surtout dans le domaine de l'économie nationale, dans les organismes industriels et dans nos représentations commerciales à l'étranger. Seule la classe fondamentale de l'Etat soviétique (la classe ouvrière) qui, en tant que masse, a porté tout le poids de la dictature du prolétariat, traine une existence scandaleusement misérable.

Et Kollontaï expose le programme de l'Opposition ouvrière :

Qui donc édifiera l'économie communiste ? La classe ouvrière ; et non pas quelques grands cerveaux qui appartiennent au passé. (...) Les syndicats doivent passer de leur attitude de résistance passive à la direction de l'ensemble de l'organisation économique du pays. Ils doivent chercher, découvrir et créer des formes nouvelles et plus parfaites dans le domaine économique. (...) La solution que proposent les syndicats d'industrie consiste à donner à leurs adhérents la liberté d'innover, d'expérimenter et d'adapter de nouveaux modes de production, d'organiser la formation professionnelle dans l'esprit de classe, de manifester et de développer les capacités créatrices des ouvriers. C'est de cette façon que l'Opposition ouvrière conçoit la solution de ce problème particulièrement difficile. De là, le point essentiel de ses thèses : **L'organisation du contrôle de l'économie nationale appartient au Congrès pan-**

(3) En face de ces sept millions d'ouvriers syndiqués d'office, le PC russe alignait 500.000 membres d'origines sociales très diverses.

russe des producteurs, groupés dans leurs syndicats et élisant l'organisme central qui dirige l'ensemble de la vie économique de la République.

Ainsi, face à l'omnipotence du Parti, à son monopole exclusif du pouvoir politique et de la direction de l'économie du pays, l'Opposition ouvrière revendiquait l'élection par les syndicats d'un « Congrès panrusse des producteurs », qui, dans leurs syndicats d'industrie, éliront « l'organisme central qui dirigera l'ensemble de la vie économique de la République ».

C'était demander à Lénine de renoncer non seulement à la centralisation qu'il avait toujours défendue comme principe immuable de la direction du Parti et de l'exercice du pouvoir, mais encore de partager avec les syndicats le contrôle et la gestion de tous les services économiques. Contre cette proposition de l'Opposition ouvrière. Lénine, au X[e] Congrès, réagira avec la plus grande vigueur.

Après avoir analysé les thèses de Lénine et de Zinoviev, de Trotsky et de Boukharine, Kollontaï aborde le problème de la bureaucratie. Elle écrit :

La bureaucratie est une plaie qui ronge jusqu'à la moelle notre Parti et les institutions soviétiques. (...) Le mal que fait la bureaucratie ne réside pas seulement dans la paperasserie (...), mais surtout dans la manière dont on résout les problèmes : non par un échange aussi large que possible des points de vue en présence ou par les efforts concertés de tous les intéressés, mais par des décisions formelles prises dans les organismes centraux par un très petit nombre de personnes, voire par une seule personne, et transmises toutes faites aux rouages inférieurs, tandis que les camarades directement concernés sont souvent complètement tenus à l'écart. Une tierce personne décide du sort de tous : voilà l'essence de la bureaucratie. (...) Mais pour balayer la bureaucratie qui s'est incrustée dans les institutions soviétiques, il faut d'abord l'éliminer du Parti. (...) L'Opposition ouvrière, conjointement à un groupe de militants de Moscou (le groupe de Sapronov) réclame, au nom de la rénovation du Parti et de l'éviction de la bureaucratie dans les institutions soviétiques, l'application intégrale des principes démocratiques, non seulement dans la période actuelle de répit, mais aussi dans les moments de tension intérieure et extérieure. (...) La seconde condition, sur laquelle l'Opposition ouvrière insiste fermement, est l'expulsion du Parti de tous les éléments non prolétariens.

Kollontaï arrive à l'ultime revendication de l'Opposition ouvrière: l'éligibilité des militants aux postes de responsabilité :

(...) Les nominations par le Comité central ne doivent être tolérées que dans des cas exceptionnels ; récemment elles ont eu tendance à devenir la règle. La nomination de militants aux postes de responsabilité est une des caractéristiques de la bureaucratie.. Ce genre de nomination et la procédure suivie en l'occurrence créent une atmosphère malsaine dans le Parti et sapent la notion d'égalité entre ses membres par la récompense des amis et la punition des adversaires de tendance, comme aussi par d'autres pratiques non moins nocives dans la vie du Parti et des Soviets. Les nominations, en tant que principe, diminuent le sens du devoir et la responsabilité des militants devant les masses.

Et Kollontaï conclut en énonçant les trois principes que préconisait l'Opposition ouvrière pour instaurer la démocratie dans le Parti et éliminer la bureaucratie :

1. Retour au principe électif à tous les degrés du Parti et élimination de la bureaucratie en rendant tous les fonctionnaires responsables devant les masses.

2. Large diffusion des informations dans le Parti tant sur les questions générales que sur celles concernant les individus ; attention plus grande accordée à la voix des militants (large discussion de tous les problèmes par les organisations de base, la décision étant laissée aux organismes centraux) ; liberté d'opinion et d'expression non seulement en tolérant la critique pendant la durée des discussions par le CC, mais en utilisant les fonds du Parti pour permettre aux différentes tendances de publier leurs écrits.

3. Donner au Parti un caractère plus ouvrier ; limiter le cumul des fonctions importantes dans le Parti et dans les institutions soviétiques.

Telle était la substance de la brochure d'Alexandra Kollontaï. Nous verrons dans un autre article le retentissement qu'elle eut sur les débats du X[e] Congrès et, par la publicité donnée à ceux-ci, l'écho qu'elle éveilla dans le Parti tout entier.

Marcel BODY.

(A suivre).

LES COMMUNISTES AU SERVICE DE L'IMPERIALISME RUSSE

Au moment le plus aigu de la crise du Moyen-Orient j'ai constaté qu'une fois de plus les communistes se sont mis au service de l'impérialisme russe.

En effet, le groupe communiste à l'Assemblée nationale a voté un ordre du jour dans lequel il est dit :

« Les députés communistes, après un examen de la situation internationale, ont considéré les dangers que font courir à la paix les intrigues, les pressions et les actes des impérialistes américains qui — tout en intensifiant la guerre au Vietnam — cherchent à utiliser et utilisent les gouvernants actuels d'Israël pour leurs buts impérialistes. »

Ce n'est pas nous à la « R.P. » qui contesteront qu'il y a des intrigues, des pressions et des actes des impérialistes américains qui menacent la paix. Mais les députés communistes veulent-ils nous faire croire qu'il n'y a pas d'intrigues, de pressions et d'actes de la part des impérialistes russes ? Nasser et la Syrie sont armés jusqu'aux dents par les fournitures d'armes des Soviétiques, ils sont envahis de conseillers militaires et de techniciens russes. Et si Nasser a pris la décision de bloquer le golfe d'Akaba, de demander le retrait des troupes de l'O.N.U., de dire ouvertement qu'il veut faire la guerre pour exterminer Israël, il est évident qu'il n'a fait tout cela que sur les conseils de l'U.R.S.S. et sur l'assurance de son appui.

Ce sont les intrigues, les pressions et les actes des impérialistes russes qui ont poussé Nasser et les pays arabes à prendre l'initiative de la guerre contre Israël.

Mais tout ce que font les Russes, les communistes l'approuvent sans broncher. Or, celui qui ne dit que la moitié de la vérité ne dit pas la vérité, disait, je crois, Pascal.

Celui qui ne dénonce qu'un impérialisme et approuve l'autre n'est pas pour la paix : il est pour la guerre, il se met au service d'un impérialisme contre l'autre.

Une fois de plus les communistes sont en train de briser l'unité de la gauche pour défendre les intérêts impérialistes de l'Union soviétique.

Si la gauche veut arriver à régler ses rapports avec les communistes, il faudra bien qu'elle se décide à débattre avec eux du vrai problème que posent ces rapports, à savoir : quelle est la nature sociale du régime soviétique et quelles sont les relations des partis communistes avec l'Etat soviétique ? — **P.R.**

La bride sur le cou :

QUESTIONS PERTINENTES D'UNE JEUNE ÉTUDIANTE BELGE

Puisqu'enfin, la R.P. se décide à réserver quelques pages à la jeunesse, qu'elle semble faire un effort pour les intéresser, les attirer (encore faudrait-il que cette jeunesse la lise), me permettra-t-elle de lui emprunter quelque espace ?

La R.P. c'est très bien, c'est pas grand, mais ça bouge ! D'accord ! (pour ceux qui la comprennent, les « vieux » si jeunes qui la lisent depuis quarante ans).

Mais pour un esprit jeune, peu habitué à ce genre d'écrits, d'idées, de termes, la lecture de cette revue est des plus fastidieuses et occasionne un véritable apprentissage qui n'est guère facile, ni facilité !

Mais aussi, pourquoi ne pas étendre l'invitation à d'autres jeunes qu'aux fils et filles d'abonnés ?

Ne faudrait-il pas permettre à des volontaires de travailler à amener d'autres adolescents à s'intéresser à cette revue ?

Volontaire, je le serais. Encore faudrait-il m'en donner les moyens ! Je m'explique :

1. J'ai encontré ici pas mal de camarades qui, après ce que j'ai pu leur en dire, accepteraient de participer à votre mouvement, pourvu que son but leur soit clairement exposé.

2. J'ai donc été assommée de questions auxquelles j'ai refusé de répondre, car je trouve incongru d'essayer d'expliquer à d'autres ce que je ne comprends qu'imparfaitement moi-même.

3. Je dois aussi avouer que les jeunes que j'amènerais n'adhéreraient pas pour militer, mais pour s'instruire d'abord.

Ne soyez pas trop exigeants ; le reste suivrait peut-être !

Voici quelques-unes des questions que l'on m'a posées :

— Qu'est-ce qu'un syndicat ? Son rôle ?
— Pourquoi chaque parti a-t-il ses syndicats ?
— Pourquoi pas un syndicat unique pour tous ?
— L'impartialité des syndicats est-elle possible ?
— Qui dirige un syndicat ?
— Quelle est la position de la R.P. à ce point de vue ?
— Qu'était la R.P. à son début ? Et maintenant ? Et bien d'autres questions...

Sans doute nous conseillerez-vous de lire tel ou tel livre, telle ou telle publication. Autant demander à un élève qui n'y comprend rien de lire et traduire un texte de Socrate.

Entre les deux guerres les esprits étaient plus ouverts à ce genre de problèmes. Ils en avaient besoin, ils devaient défendre leurs droits.
ils militaient et s'intéressaient à tous ces mouvements.

Mais actuellement, la jeunesse ne se sent plus obligée de s'y intéresser. Elle profite du travail accompli par les générations précédentes. Elle ne se sent plus exploitée. Elle n'est pas consciente du soin, ils devaient défendre leurs droits. Très vite.

Si on l'aiguillonne sur ces problèmes, elle s'étonne, elle réfléchit puis elle demande des explications.

Alors, un bon mouvement ! Aidez-nous ! Répondre à une des questions par numéro, est-ce trop ?

Et un grand merci de la part d'une « certaine jeunesse belge » qui voudrait construire et partager mais qui n'a pas de matériaux.

AUTANT DE TETES, AUTANT D'AVIS

J'ai été fort étonnée de lire que Henri Bercher n'a pas conscience de vivre dans une société où les différences de classes sociales se font sentir.

Ou il rêve, ou il fréquente une élite, ou il ne s'intéresse pas foncièrement à ce problème et de ce fait ne remarque pas ses anomalies.

Si ce qu'il dit est exact, c'est un grand pas de franchi, ce qui prouverait que chez nous, en Belgique, il reste beaucoup à faire en ce sens.

Oh ! bien sûr, nous ne faisons rien pour que cette différence se remarque. Nous la subissons. Certains se révoltent, d'autres restent passifs. Le plus étonnant est que les révoltés ne sont pas toujours ceux que l'on pense.

Etre né dans un milieu intellectuel est un avantage certain. Même si l'individu est peu doué, il se couvre d'une certaine culture, d'un vernis, au contact de sa famille, de ses parents, et ce n'est pas à dédaigner.

Si, au contraire, l'adolescent est intelligent, le milieu ambiant l'aide à s'épanouir, à développer ses facultés.

Imaginez maintenant le cas d'un être doué, né dans un milieu d'ouvriers, qui essaie par ses propres moyens de s'élever.

Il ne renie pas ses parents, mais il souffre de ce qui est pour lui une infirmité. Il n'a pas à la base une formation solide. Il a vu le danger trop tard, et, livré à lui-même, ne peut combler une telle lacune.

Il se sent désaxé et mal à l'aise dans une société intellectuelle qu'il fréquente par besoin et dont il n'a pas la culture.

Ce cas est tellement fréquent parmi nous que nous ne pouvons y rester insensibles, car ces jeunes-là sont véritablement malheureux et nous ne pouvons que nous révolter en constatant ce qu'une société mal partagée peut avoir de moralement douloureux.

Sergine HELLE (18 ans).

*

Essayons de répondre très brièvement aux questions de notre jeune correspondante.

Qu'est-ce qu'un syndicat ?

(Entendons syndicat ouvrier*). Mais tout le monde sait ce que c'est ! Et vous-même, chère amie. C'est une association formée par des ouvriers en vue de la défense d'intérêts communs. La chose a existé avant le mot. Sous le deuxième empire, en France, on disait « sociétés de résistance ». (Elles n'étaient pas encore légales.) A quel moment le mot « syndicat » s'est-il imposé partout, se substituant à ceux de « société » et d'« association » ? C'est une recherche que nous allons essayer de faire.*

Pourquoi chaque parti a-t-il ses syndicats ?

C'est pour le plus grand malheur de la classe ouvrière. Et c'est le mal principal contre lequel luttent les syndicalistes de la « R.P. ». Ce mal, qui ne date guère que du lendemain du coup d'Etat bolchevique en Russie tient principalement à ce que beaucoup d'ouvriers mettent leur idéal politique au-dessus de leur conscience de classe.

Pourquoi pas un syndicat unique pour tous ?

Entendons : syndicat unique dans chaque corporation ou industrie. C'est encore cela que la R.P. réclame depuis quarante ans.

L'impartialité des syndicats est-elle possible ?

Très certainement oui (et il y a de nombreux exemples), si l'on entend « impartialité politique ». Mais il faut répondre carrément « non » si l'on veut enetndre « impartialité dans un conflit entre patrons et ouvriers ». Association ouvrière le syndicat est systématiquement avec *les ouvriers.*

Qui dirige un syndicat ?

En principe le syndicat se diirge lui-même, en assemblée générale des syndiqués. Ces assemblées nomment un bureau administratif dont le mandat est limité dans le temps. Les vrais syndicalistes des temps héroïques tenaient pour la non-rééligibilité des membres du bureau. Ceci a été souvent appliqué. Mais ça présentait des inconvénients faciles à discerner.

Quelle est la position de la R.P. à ce point de vue ? Qu'était la R.P. à son début ?

Les quelques lignes ci-dessus répondent à ces questions.

VIVRE AVEC SON TEMPS

Pour ma part je n'aime pas les gens, qui s'enferment uniquement dans le passé, et qui refont l'Histoire à leur guise. Je n'aime pas non plus ceux qui nous dorent ou nous dédorent la pilule (et là je n'évoque pas celle que les jeunes filles suédoises, parait-il, préfèrent toujours à leur bâton de rouge). Donc les faiseurs de plans et de contre-plans parfaits sur le papier n'ont pas ma sympathie (pas plus que les prophètes d'Apocalypse). Ce que j'apprécie, c'est ce que l'on vit soi-même. A cet égard je serais heureux que la R.P. accorde une certaine importance à la Télé, qui est un prodigieux moyen de mise en condition des foules. Bien sûr, on peut lui appliquer la cynique « moralité » d'Esope, à propos du langage des hommes (jadis à la communale on nous on nous faisait apprendre la fameuse fable sur l'histoire des langues qui sont ce qu'il y a de meilleur ou de pire, selon le cas). La Télé est surtout pour l'heure un moyen d'abrutissement en nous montrant les fesses de telle ou telle vedette (pour être juste c'est souvent ce qu'elles ont de mieux. Enfin passons). Mais il arrive que par hasard l'on tombe sur une émission qui préfigure ce que pourrait être une bonne Télé, débarrassée du cabotinage habituel.

A ce propos je tiens à parler ici de l'émission « Panorama » du 19 mai dernier « La Chine racontée par Lucien Bodard ». Il est indéniable que sa puissance de choc a été énorme, et qu'elle laissera quelque chose dans la mémoire de ceux qui l'ont vue. Mon propos, bien entendu, n'est pas de l'analyser car ce serait trop long. Notons qu'elle dura une heure et nous montra objectivement le problème chinois. Du moins mon incompétence me pousse à le croire, et là, je serais enchanté d'avoir l'opinion des sinologues de la R.P. Je suppose que Louzon et Péra comprendront l'allusion, cette bonne blague ! En gros le spectateur moyen de cette émission en tire cette constatation que les Chinois subissent la même épreuve, toutes proportions gardées, que les Français, pour donner une image, démolissant la monarchie en 1789 pour connaître les ombres et les lumières du Césarisme, avant d'aborder l'époque de l'accumulation capitaliste (et ses horreurs !)).

Certes, la Chine a culbuté les seigneurs de la guerre et les satrapes japonais, pour connaître le phénomène qui n'est ni le capitalisme, ni le socialisme, puisque c'est le règne de Mao, sorte de Bonaparte paysan tantôt génial, tantôt aberrant (génial durant la Longue marche, aberrant avec ses Communes et son acier à la manque, fabriqué dans un fourneau de cuisine). Bodard a même parlé de la campagne d'utilisation des excréments humains, à une échelle fantastique, et là, l'on peut se souvenir que Blasco Ibanez, l'auteur d'« Arènes sanglantes » raconte, dans un récit de voyage sur la Chine, et c'était avant Mao, que ce qui l'avait surpris, c'étaient les invitations cérémonieuses à venir se soulager gentiment derrière un buisson de fleurs que les paysans ne manquaient jamais de faire aux gens de passage. (Donc là, Mao n'a rien innové). Il n'en reste pas moins que la Chine s'est débarrassée finalement de l'opium, des usuriers, de la prostitution juvénile, de l'esclavage paysan, de l'impérialisme japonais, de l'américain aussi, voire du soviétique, mais qu'elle se trouve en face d'innombrables nouveaux problèmes, dont le plus grave est celui d'un vieux prophète (Mao), qui ne veut pas se laisser désarmer. Il utilise la jeunesse pour tenir en échec les réalistes qui, quoique souvent embourgeoisés, constituent l'armature du régime, et qui parlent plus souvent d'efficacité industrielle et économique que de catéchisme à couverture rouge.

Georges Sorel avait mis debout une théorie héroïque des mythes, mais le malheur c'est que nous en avons beaucoup connu des mythes, celui romantique du syndicalisme révolutionnaire (ah ! que j'admire sa plus haute fleur de civilisation : le refus de parvenir), celui de la Révolution russe, celui de la Résistance. Nous en sommes aujourd'hui pour beaucoup à une petite vessie mythique — le Mitterrandisme. On se suffit de peu en France désormais.

Certes, la Chine n'a pas dit encore son dernier mot, mais je pense que la R.P. a raison de publier d'excellents documents sur elle. Pour ma part, je crois qu'elle (la Chine) pourrait s'inspirer quelque peu du texte suivant que l'on trouve dans : « Les voyages de Gulliver », de G. Swift :

« Et il émit l'opinion que quiconque pourrait faire pousser deux épis de blé (ou riz) ou deux brins d'herbe à un endroit du sol où un seul croissait auparavant mériterait plus de l'humanité et rendrait un service plus éminent à son pays que la race tout entière des politiciens ».

Albert LEMIRE.

Parmi nos LETTRES

Réflexions sur la Chine

D'un vieux camarade chinois, qui signe Hyacinthe BONVALOT, parce qu'il a encore de la famille en Chine :

Il est si difficile, dans les affaires chinoises, de démêler la vérité derrière les apparences que le vieux Chinois que je suis n'a pas voulu jusqu'ici encombrer les colonnes de la R.P. de sa prose, de peur de proférer des âneries. La R.P. de mai nous a présenté deux opinions opposées, une de glorification du régime maoïste, l'autre de dénigrement à courte vue. Politiquement, pas de question : l'asservissement est sans précédent, quoique masqué sous un enthousiasme factice. Sur le terrain économique, si les images d'Epinal d'Anna Louise Strong prêtent à sourire, il reste que les réalisations sont remarquables. Seulement elle donne l'impression, en jouant sur des cas isolés, d'un accroissement phénoménal de la production, alors que globalement cela ne va pas jusque-là. Inversement, si les « gardes rouges » ont un peu partout semé la pagaille, il ne semble pas que la production d'ensemble en ait fortement souffert. Ne perdons pas de vue les dimensions de cet immense pays ; pour une branche sérieusement perturbée dix autres tiennent le coup.

Louzon a bien vu ce qu'il y avait de positif dans les buts de la « grande révolution culturelle » (ou plutôt « révolution de civilisation » pour restituer le sens exact du terme). Mais ces buts sont défigurés par des procédés souvent révoltants. Un ou deux exemples entre des milliers :

Voici une vieille femme de 94 ans menant une vie plus que modeste (selon les normes occidentales) que les « gardes rouges » sont venus frapper à coup de fouet sans qu'on eût aucun reproche à lui adresser si ce n'est d'être issue d'une famille bourgeoise et d'avoir des enfants vivant à l'étranger qui lui envoient quelques subsisdes pour lui assurer une fin décente.

Voilà un musicien — un des plus authentiques que compte la Chine — que l'on a enfermé pour insuffisance de « conscience prolétarienne » et que l'on passe à tabac après chaque confession écrite exigée de lui parce qu'il refuse obstinément d'abjurer les classiques de la musique occidentale.

A ces péripéties odieuses s'en ajoutent d'autres franchement risibles comme le « A gauche, aligne-

ment ! » qui remplace dans l'armée l'ordre traditionnel jugé symbole de réaction. En fait de culture et de civilisation, tout cela marque plutôt le triomphe du crétinisme.

Le chef d'un parti faisant appel aux masses contre l'appareil de ce même parti, reconnaissons que ce n'est pas banal. C'est là le côté aventurier de Mao, auquel on doit tantôt des intuitions géniales, tantôt des bourdes monumentales (comme la campagne des fonderies populaires). Il y a sûrement eu au début un effort pour se libérer de la dictature et de l'arbitraire d'une caste bureaucratique bornée et fanatisée, ce qui explique l'enthousiasme très réel des jeunes. Du jour au lendemain les étudiants se sentirent libérés de la lourde oppression du Parti ; ils avaient enfin remporté le droit d'élire leurs propres délégués, etc. « Pour la première fois nous n'avons plus peur ! » répétaient-ils à l'envi, faisant allusion aux cadres détestés.

Il est pratiquement impossible de dire ce que la présente révolution a apporté jusqu'ici de positif au peuple chinois. Contentons-nous de ces simples constataions : 1. Devant les résistances opiniâtres rencontrées un peu partout, Mao a dû faire appel à l'armée. Le rôle d'arbitre donné aux militaires pour libérer les masses, quel contre-sens ! 2 A court terme, en dépit du succès obtenu dans quelques grandes villes, le mouvement semble courir à un échec, ses efforts se brisant contre une bureaucratie solidement retranchée. Peut-être les sévices exercés par les « gardes rouges » l'ont-ils aussi desservi. 3. Imaginons que Mao arrive néanmoins à ses fins. Son régime en sera-t-il moins une dictature exercée par le Parti et l'oppression en sera-t-elle moindre ? Peut-être verrons-nous, si les déchirements internes du Parti se prolongent, l'armée s'emparer du pouvoir et un nouvel homme fort réablir « l'ordre », d'une poigne stalinienne.

A long terme, la semence jetée au vent ne manquera pas de germer et de prendre racine. Dans vingt ans, dans cinquante ans, lorsque le contenu idéologique du mouvement actuel se sera décanté et que les exactions des « gardes rouges » seront depuis longtemps tombées dans l'oubli, une nouvelle génération reprendra dans de meilleures conditions le combat pour l'égalité, pour le désintéressement, pour l'autodétermination des groupes, contres l'hégémonie d'un parti. Il n'est pas exclu que dans cet avenir l'Histoire avec une majuscule dise que la dernière aventure de Mao Tsé-Toung a été un trait de son génie.

« La bride sur le cou », bravo !

De Jean MOREAU, militant instituteur dans la Seine :

Je profite de cette lettre pour te dire combien la R.P. ne me déçoit pas, combien elle entretient la foi prolétarienne et apporte des informations et des réflexions laïques : la diversité des tendances, la liberté de la discussion en sont la preuve.

Félicitations en particulier pour « La bride sur le cou ».

Pour des éudes locales

De L. BLOT, Indre-et-Loire :

Je pense qu'il serait utile que la R.P. passe de temps en temps des études départementales sur les salaires, ou sur une branche d'activité locale. Bien sûr, de larges études comme celles de Rimbert sont utiles, mais la R.P., si elle veut toucher un public ouvrier, se doit de parler des problèmes quotidiens ; l'intellectualisme ne résout pas tout.

Notre camarade Blot a bien raison. Mais les études locales, départementales, nous ne pouvons les avoir que des militants locaux, départementaux. Autrement dit, il faut « décentraliser » nos études. Nous en sommes tout à fait partisans. L'application ne peut venir que de nos lecteurs : quand vous avez quelque chose à dire sur votre « coin », quand vous avez des exemples à citer dans votre région, n'attendez pas ; écrivez-le à « la R.P. ».

COMMENT ON ECRIT L'HISTOIRE

Divers journaux, dont « Le Monde » du 24-5-1967, ont opportunément rappelé que, contrairement à ce que laissa entendre le Chef de l'Etat lors de sa conférence de presse, ni les Assurances sociales ni les Allocations familiales ne datent de son premier règne en 1946, car le regroupement et le changement de nom de ces organismes ne peuvent honnêtement être représentés comme leur création.

Dans une lettre au « Monde », le professeur Georges Friedel, de la faculté de Droit de Nancy, souligne l'ambarras dans lequel se trouvent les professeurs, enseignant la Sécurité sociale aux étudiants en troisième année de licence juridique, quand ils doivent combattre les erreurs que les déclarations du Président de la Ve République ont fait naître dans l'esprit de ceux-ci.

En réalité c'est la loi du 11 mars 1932 qui rendit les cotisations aux allocations familiales obligatoires pour tous les patrons, allocations familiales qui avaient été créées par des patrons sociaux (ou ayant trop de bénéfices) pendant la première guerre mondiale.

Quant aux Assurances sociales elles furent instituées par une loi de 1928 rendue applicable à partir du 1er juillet 1930 par le règlement administratif du 5 février de la même année qui créait un régime d'assurances maladie et vieillesse en retrait sur celui qui existait en Alsace-Lorraine depuis 1884. Les Alsaciens-Lorrains ont d'ailleurs conservé jusqu'à aujourd'hui leur système, plus avantageux, qui leur venait de l'occupation allemande.

Dans tout ce qui a été fait ensuite il n'y a de réellement fondamental que le passage du système de capitalisation, au système de répartition.

Voilà la vérité à laquelle toutes les déclarations officielles contraires ne pourront rien changer.

HOMMAGE A HENRY POULAILLE

Une cinquantaine de compagnons du Musée du Soir étaient réunis au « Procope » en un déjeuner organisé par Sévery et Teulé. Il y avait là ceux qui avaient fréquenté le « Musée du Soir » de la rue de Médéah, premier centre culturel que Poulaille avait fondé avant-guerre, avec l'aide syndicale, dans le 14e ; et il y avait aussi les plus jeunes, ceux de la petite revue de littérature prolétarienne, qui ont repris comme titre : « Le Musée du Soir ».

Visiblement ému, content qu'on lui ait forcé la main, content de retrouver tant d'amis alors qu'il se sentait isolé, Henry fit le tour des tables. Et, spontanément, des témoignages de gratitude pour son action en faveur des écrivains ouvriers lui furent adressés, notamment par Constant Malval, l'écrivain de la mine.

DROLE DE FARCE D'AVRIL

A partir du 1er Avril dernier une nouvelle loi vient d'entrer en vigueur (loi du 24 juillet 1966, décret du 23 mars 1967) selon laquelle la rémunération d'un P.-D.G. et de ses acolytes échappe complètement aux décisions d'une Assemblée des actionnaires.

Ainsi dans toute entreprise qui dépassera 200 personnes, les actionnaires n'auront même pas la « satisfaction » symbolique de ratifier les « salaires » de leurs technocrates. Mieux que cela, ils ne sauront même pas ce que gagnent le P.-D.G. et ses assimilés ; tout au plus seront-ils informés sur ce que « touchent » globalement le groupe des dix personnes les mieux payées de l'entreprise !

Et après cela on ne s'étonnera pas que les salaires technocratiques ne laissent plus rien pour moderniser l'outillage, plus rien pour les petits actionnaires, et encore moins pour augmenter les salaires du petit personnel.

LA SOCIÉTÉ DES LOISIRS

Du « Droit à la paresse » *de Paul LAFARGUE* aux « Quarante mille heures » *de Jean FOURASTIÉ*

Le mythe de la société des loisirs

Il est beaucoup question, ces derniers temps, de la Civilisation des Loisirs. Nous allons examiner s'ils s'agit là du mythe d'un Paradis futur, ou bien s'il s'agit d'une perspective réelle.

Alors que nous discutions de cette question, un de nos amis s'écria : « Pour nous, c'est le travail qui doit passer avant tout ! »

En général, les militants sont tous dans le même cas : certains vont se récrier, mais nous sommes tous des passionnés du travail ! Et même cette étude, c'est encore un travail ! Seulement un travail qui se fait avec intérêt devient un plaisir !

Or, il faut bien le dire, dans notre civilisation moderne, l'immense majorité des hommes font un travail sans plaisir, un travail qu'on nomme maintenant le « travail en miettes », un travail aride, à des cadences qui ne sont pas naturelles et, de ce fait-là, les loisirs-évasions deviennent un des grands problèmes de notre civilisation.

Nous allons donc examiner avec esprit critique, premièrement : qui lance le mythe de la Société des Loisirs, et, deuxièmement, quelles sont les conditions historiques et économiques qui rendent ce mythe possible, voire nécessaire.

D'avance, je m'excuse si les idées que je vais exposer heurtent certains de nos amis.

Les paladins de la technocratie

Qui lance le mythe ? La réponse est simple, claire et nette : ce sont les technocrates !

Voici une petite liste des livres parus ces dernières années ; nous avons, dans l'ordre chronologique :

Jean Barets, *La Fin des Politiques*. L'auteur demande, purement et simplement : tout le pouvoir aux technocrates ! Barets, vous le connaissez, est président du Club « Technique et Démocratie » ; quand je lui avais envoyé, en service de presse, mon dernier roman le *Maire du Palais* (1), il m'avait répondu qu'il ne méconnaissait pas les dangers de la Technocratie, mais que — conclusion plutôt étonnante de sa part — il comptait sur les femmes pour adoucir les mœurs de cette technocratie...

Par malchance, dans le *Maire du Palais* cela se termine par la mainmise d'une femme ambitieuse sur le technocrate auquel elle faisait oublier tous les programmes sociaux qu'il avait échafaudés.

Nous avons ensuite Louis Armand, avec son livre *Plaidoyer pour l'Avenir*. Le titre dit tout : la technique crée des problèmes mais la technique nous donne également les moyens de résoudre ces problèmes. Lui, également, a eu la politesse de m'envoyer un mot dans lequel il me disait, qu'en somme, s'il n'y avait que cela à reprocher aux technocrates, ce n'était pas grand-chose. Soit dit entre parenthèses, ce roman contait l'histoire d'un technocrate, que j'avais choisi de droite mais qui avait au départ un idéal social, qui, après avoir sombré dans toutes les combines, avait, comme déjà dit, oublié son programme social.

Vient ensuite François Bloch-Lainé : *Pour une réforme de l'entreprise*. Vous connaissez le dictateur du crédit nationalisé ; lui, dans son livre, explique simplement comment la technocratie doit s'appuyer sur le prolétariat pour évincer le capitalisme, tout en gardant bien en main le pouvoir.

Au même moment, Pierre Massé publiait *Le Plan, ou l'Antihasard*. L'ex-Commissaire Général a écrit un livre qui est celui d'un technicien sur la prospective française ; notre planisme souple est un croisement entre la technique 100 % étatique des Russes et la technique extra-souple des Américains.

Nous avons encore Jean Fourastié, qui avec ses *40.000 heures* a inspiré le titre de notre étude. Président de la Commission de la main-d'œuvre au Plan, Fourastié est le technocrate - philosophe qui cherche à donner une éthique à la technocratie ; et c'est pour cela que nous parlerons davantage de son livre. Le socialisme qu'il préconise, est un socialisme d'une nouvelle variété, un socialisme technocratique totalitaire camouflé, et, soit dit en passant, j'y ai retrouvé à peu près les mêmes grandes lignes exposées dans un document que le Club des Jacobins avait publié il y a quelques mois dans *Le Monde*. (Cela est plus vrai encore pour les théories défendues par le club Jean-Moulin.)

Et, pour finir, le livre de Gaston Defferre : *Un nouvel Horizon*, élaboré par le groupe « Horizon 80 » ; ce groupe avait puisé dans tous les ouvrages que je viens de citer ; Jean-André Faucher a pu écrire très justement, dans son livre : *Les Clubs politiques* : Defferre rejoint Barets.

Comme vous le voyez, les technocrates se manifestent aussi bien à gauche qu'à droite et essayent de calmer les appréhensions que suscite leur toute-puissance, qui a été préparée lentement au début dans une quasi-clandestinité, mais qui maintenant éclate au grand jour.

Paul Lafargue, précurseur génial

Si nous avons pris comme sous-titre de cette étude : *Du droit à la Paresse*, de Paul Lafargue aux *40.000 Heures*, de Jean Fourastié, c'est pour placer le débat dans sa perspective historique. En effet, *Le Droit à la Paresse* a été publié en 1881, cela fait 85 ans, et la Civilisation des Loisirs, que nous promet le technocrate-philosophe Jean-Fourastié, serait pour l'an 2050, dans également 85 ans. Nous allons examiner si les mutations qui se préparent correspondent à la même courbe que celle que nous avons vu se dérouler dans le passé.

Le 20 août dernier, dans *Paris Match* — qui d'habitude s'occupe plutôt des peines de cœur de B.B. et des mariages princiers que des problèmes sociaux — Raymond Cartier faisait l'éloge de Paul Lafargue ! C'est déjà en soi, un fait extraordinaire que le petit brulôt de ce socialiste révolutionnaire, qui jusqu'à présent n'avait été guère défendu que par quelques anarchistes et des syndicalistes, puisse retenir l'attention d'un grand périodique bourgeois, alors qu'aux œuvres des académiciens de l'époque plus personne ne s'y réfère.

(1) Le *Maire du Palais*, Editions Syndicalistes, 21, rue Jean-Robert, Paris-18e. 9 F. C.C.P. 21.764-88 Paris.

Voici ce que Raymond Cartier écrit :

Le cheval de bataille des socialistes de 1848 avait été le droit au travail. Lafargue prit le contrepied, proclama le droit à la paresse. La formule était volontairement scandaleuse à une époque, qui pour river plus facilement l'homme à son boulet, déifiait le labeur. Mais il suffit de remplacer « paresse » par « loisir » pour trouver dans Lafargue toute la théorie de la vie moderne. Y compris la dénonciation de l'illusion coloniale et cette vérité première que les seuls grands marchés, que les seuls bons investissements d'un peuple sont chez lui.

Et Cartier cite par ailleurs encore Lafargue, et il donne la base même du raisonnement de ce visionnaire :

Une tricoteuse à la main, disait Lafargue, *fait cinq mailles à la minute ; ;une machine à tricoter circulaire en fait 30.000 ; chaque minute de la machine donne donc à la femme dix jours de liberté.*

Et Cartier prend encore un autre passage :

La machine est le sauveur de l'humanité, le dieu qui donnera à l'homme le loisir et la liberté... Il faut accoutumer l'homme à travailler trois heures par jour en consacrant le reste de son temps aux divertissements et aux loisirs...

Vous pensez bien, qu'à l'époque de telles affirmations ont causé un beau scandale ! Et, pour bien situer dans quelle atmosphère sociale cela se passait, dans quel milieu, nous allons voir quelques autres citations du pamphlet du Paul Lafargue, qui avait paru tout d'abord comme une série d'articles dans le journal *l'Egalité*, de Jules Guesde, onze ans après l'écrasement de la Commune, alors que Lafargue venait tout juste de rentrer d'exil, Deux ans plus tard, alors qu'il écrivait une préface pour son livre, Lafargue, incarcéré à la prison de Sainte-Pélagie, reproduit, lui, une citation de M. Thiers, citation d'un discours tenu devant la Commission de l'Instruction Primaire :

Je veux rendre toute-puissante l'influence du clergé, disait Thiers, *parce que je compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : jouis !*

De ce temps-là nous n'avions encore pas les prêtres-ouvriers ; ni Jean XXIII, ni Paul VI n'avaient encore nettoyé la Curie.

Toutefois Lafargue ne s'attaquait pas aux seuls catholiques, mais également aux patrons protestants de Mulhouse, et il cite le Dr Villermé, membre de l'Institut, qui décrit la foule ouvrière allant à 5 heures du matin au travail, vêtue de haillons, les pieds nus dans la boue, et, les femmes, leur tablier sur la tête pour se protéger de la pluie et de la neige :

Ainsi à la fatigue d'une journée démesurément longue, écrivait le Dr Villermé, *puisqu'elle a au moins 15 heures, vient se joindre pour ces malheureux celles des allées et venues si fréquentes, si pénibles... Ce n'est pas là un travail, une tâche, c'est une torture, et on l'inflige à des enfants de 6 à 8 ans... C'est ce long supplice de tous les jours qui mine principalement les ouvriers dans les filatures de coton.*

Par ailleurs, à un Congrès de Bienfaisance qui se tenait à Lille, un patron de cette ville, montant à la tribune, déclarait avec la noble satisfaction du devoir accompli :

Nous avons introduit quelques moyens de distraction pour les enfants. Nous leur apprenons à chanter pendant le travail, à compter également en travaillant : cela les distrait et leur fait accepter avec courage ces 12 heures de travail qui sont nécessaires pour leur procurer des moyens d'existence.

Et Lafargue disait que, en tant que matérialiste, il regrettait qu'il ne puisse croire à l'Enfer pour de tels chrétiens !

Et voici commen débute son *Droit à la Paresse ;* c'est de l'humour noir qui a un fonds psychologique très précis :

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste, écrivait-il. *Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion furibonde du travail ; poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture.*

Nous avons vu que nous étions tous des fanatiques du travail ; et je suis convaincu que, tout comme les guerres ne sont possibles que grâce à l'instinct du meurtre, instinct qui est en chacun de nous, l'exploitation, qui a varié à travers les âges, n'est-elle également possible que grâce à cet instinct du travail. Le stakhanoviste en Russie, ou l'homme d'affaires d'ici qui va jusqu'à l'infarctus du myocarde, tout comme l'ouvrier de chez Renault qui fait des heures supplémentaires, pour sa voiture et son réfrigérateur, tous sont poussés par l'instinct du travail.

Vous vous souvenez peut-être du livre et du film *le Pont sur la rivière Kwai* qui mettaient cela très bien en valeur : l'on y voyait un officier anglais tellement attaché à son travail qu'il en oubliait tous les autres devoirs de sa fonction.

C'est que l'homme est un animal à outils, qui est nettement orienté vers le travail. C'est pour cela qu'une des premières critiques que je ferai à la conception de Jean Fourastié, et des technocrates en général, c'est qu'ils voient, eux, uniquement la question de réduire ce travail-torture ; mais que nulle part, dans tout ce que j'ai pu lire de leur part, en tout cas jusqu'à présent, (2) on ne trouve des remèdes pour redonner au travail, qui est une tendance fondamentale de l'homme, son attrait et sa beauté.

Pour en terminer avec Lafargue, il y a évidemment chez lui des réminiscences de Jean-Jacques quand il dit :

Regardez le noble sauvage que les missionnaires du commerce et les commerçants de la religion n'ont pas encore corrompu avec le christianisme, la syphilis et le dogme du travail, et regardez ensuite nos misérables servants de machines !

Malheureusement, ce qu'on voit à présent c'est que le « noble sauvage » n'a qu'une hâte : c'est d'imiter le vilain Blanc.

Marx n'avait pas prévu

Nous avons vu que le mythe de la Société des Loisirs est lancé par les technocrates, il est temps à présent d'examiner ce qu'est un technocrate.

D'après le Larousse, nouvelle édition, au mot *Technocrate* nous trouvons :

Homme d'Etat ou haut fonctionnaire qui exerce son autorité en fonction d'études théoriques approfondies des mécaniques économiques, sans tenir un compte suffisant des facteurs humains.

Ce n'est déjà pas mal, comme définition. Il se trouve pourtant que la plupart des technocrates russes, du moins ceux d'ancienne école, comme les technocrates chinois, africains, voire améri-

---

(2) Dans un livre publié depuis, *Pour une morale prospective*, Fourastié aborde timidement ce problème.

cains, n'ont pas fait d'études très poussées ; c'est donc une définition qui n'est pas tout à fait juste ; ce n'est ni une question d'études ni même d'intelligence ; il faudrait plutôt dire que c'est le « poste » qui fait le technocrate.

Puisque nous venons de parler des Russes, nous allons examiner comment, selon eux, se devrait situer l'analyse de cette question. D'après le schéma de Marx dont les Russes se réclament toujours, nous avions la *société primitive* sans classes, qui vivait de chasse et de pêche ; ensuite avec l'élevage est venu la *société esclavagiste*, les prisonniers de guerre n'étaient plus massacrés mais employés à la garde des troupeaux ; ensuite est venue la *société féodale* avec les serfs, société basée sur l'agriculture et, par ailleurs, le commerce et l'artisanat des villes libres ; et finalement la *société capitaliste* avec des ouvriers « libres » (entre guillemets), basée sur l'industrie, la vapeur, l'électricité, mais Marx n'a nulle part prévu la *société technocratique* avec ses ouvriers fonctionnarisés, dans des usines nationalisées, dirigés par des technocrates tout-puissants. Pour lui, aussitôt après le capitalisme, venait le socialisme : il n'y avait rien d'autre entre les deux.

D'ailleurs, la plupart des marxistes raisonnent encore aujourd'hui ainsi ! Si vous discutez avec un néo-stalinien, il ne vous comprendra même pas si vous lui parlez d'exploitation de l'homme par l'homme en Russie ; du moment qu'il n'y a plus le capitalisme c'est automatiquement le socialisme ; puisque Marx n'avait pas prévu qu'après le capitalisme une nouvelle société d'exploitation s'élaborerait, cela ne peut être ! Les critiques des Chinois leur paraissent d'autant plus injustes.

Du point de vue de l'analyse des classes, la même lacune dans le *Capital*. Marx nous décrivait l'artisan, qui possédait les outils, les moyens de production, et qui s'en servait lui-même ; puis il y avait l'ouvrier qui ne possédait pas les moyens de production et qui s'en servait pour travailler; et enfin il y avait le capitaliste qui, lui, possédait les moyens de production mais qui ne s'en servait pas, tout en raflant la plus-value à l'aide des dividendes.

Mais Marx n'avait pas prévu les technocrates qui ne posséderaient pas les moyens de production, travailleraient eux aussi, tout en pratiquant quand même l'exploitation, qui continuerait à se faire de plus belle au travers d'un pillage effectué tous les mois dans les caisses des entreprises sous forme de « salaires » astronomiques.

Evidemment des technocrates, c'est-à-dire des grands commis, il y en a toujours eu ; nous avons eu Colbert qui a servi le Roi, et nous avons eu naguère les grands commis de la troisième République qui, eux, ont servi le capitalisme libéral. Seulement, en ce temps-là, les grands commis n'étaient encore que des employés. Ce qu'il y a maintenant de nouveau, c'est qu'ils ont troqué le gilet rayé du serviteur contre le bâton de maréchal du commandement. Maîtres du Plan, ils travaillent à présent pour leur compte.

Un des premiers qui avait prévu cela c'est James Burnham, dans son livre *l'Ere des Organisateurs* qui a été publié en France en 1947. En réalité, Burnham avait déjà eu, en 1939, une grande controverse avec Trotsky, et il était arrivé à cette conclusion que la mise en application du marxisme telle qu'elle se pratiquait en Russie *n'aboutissait pas au socialisme démocratique, mais à l'une ou l'autre forme du despotisme totalitaire.*

(A suivre). **Maurice LIME.**

INSTITUTEURS INTERLINGUISTES

En 1927, Célestin Freinet tenait à Tours le premier congrès de son mouvement. A la même époque Tours était le siège de ce qui devait être le dernier Congrès national de la Fédération unitaire de l'enseignement.

Quarante ans après, les disciples de Freinet sont revenus à Tours, du 1er au 5 avril, pour marquer cet anniversaire ; ils étaient près de 1.200.

Au cours de ce Congrès, les instituteurs utilisant la langue auxiliaire Interlingua, ont décidé de créer une « Association Française d'Interlinguisme et de Pédagogie ».

La présidence de cette association a été confiée à Jacques Roux, dont nos lecteurs ont pu lire avec intérêt, son article sur Freinet dans la R.P. d'avril. Le secrétariat est assuré par René Jacobs.

On peut obtenir toute documentation gratuite contre 2 timbres à 0,30 F pour frais d'envois, auprès de : Jacques Roux, instituteur, 36, rue des Trois-Coigneaux, 79-Niort — René Jacobs, instituteur, 73, rue Danielle Casanova, 93-Pavillon-sous-Bois. — **L. BLOT.**

APRÈS NOTRE REUNION SUR LA HIERARCHIE DES SALAIRES

Le camarade Werbrouck, *secrétaire général de la Fédération F.O. de l'Energie électrique et du Gaz nous a adressé la lettre suivante :*

J'ai lu avec intérêt l'article que J.-J. Toublet a fait insérer dans la Révolution Prolétarienne, rendant compte de la conférence qu'à votre demande j'ai été amené à faire le samedi 22 avril sur la hiérarchie des salaires et sur la proposition de trois Fédérations de nos industries de l'E.G.F., à savoir : une répartition de l'augmentation du pouvoir d'achat non hiérarchisée, donnant plus en pourcentage aux basses échelles.

L'auteur, en toute bonne foi, m'a fait dire :

« Le P.S.U. ne semble pas favorable »... J'ai, au contraire, dit : « *Le P.S.U. ne semble pas défavorable* ».

J'aimerais qu'un petit rectificatif passe dans votre prochain numéro, afin de rétablir la justesse des faits.

Quant à la phrase suivante : « La Fédération est restée muette », il y aurait lieu de spécifier « La Fédération de la gauche... », ceci afin de ne pas inciter à confusion avec une Fédération de nos industries.

En remerciant « la Révolution prolétarienne » de l'initiative prise et de l'intérêt qu'elle porte au problème des bas salaires, je te prie de croire, cher camarade, en mes sentiments fraternels et très cordiaux.

L'ASSEMBLÉE GENERALE
DE LA COOPERATIVE
« LES EDITIONS SYNDICALISTES »

se tiendra **le samedi 1er juillet à 15 heures** au siège social : 21, rue Jean-Robert, Paris-18e.

Chaque sociétaire a reçu **une convocation personnelle** lui indiquant l'ordre du jour, comprenant l'examen des comptes de 1966 et les perstives d'activité pour 1967-68.

Il est rappelé aux sociétaires qui ne pourront être présents à l'assemblée générale, qu'ils peuvent envoyer au siège social le pouvoir joint à la convocation, soit en blanc, soit au nom d'un autre sociétaire, soit au nom d'un des trois administrateurs suivants :

Raymond Guilloré, Maurice Kirsch (dit **Lime**) **Aimé Capelle.**

A travers les LIVRES

J'AVAIS VINGT ANS

Un jeune ouvrier au début du siècle

Un livre de René MICHAUD au *Editions Syndicalistes* : 21, rue Jean-Robert, Paris-18e — C.C.P. 21 764.88 - PARIS. — *15 F* (frais d'envoi : 10 %).

Avoir vingt ans n'est pas toujours, quoi qu'en disent les romans roses, le comble du bonheur. A toutes les époques, cet âge a ses problèmes. Mais avoir vingt ans en même temps que ce siècle était, pour un jeune ouvrier intelligent et combattif, une assez belle rencontre. Les années 20 sont redevenues presque à la mode, notamment à la mode universitaire. Les jeunes gens d'aujourd'hui se penchent là sur le passé de leurs pères ; ils y cherchent la genèse de leurs propres problèmes, de leurs contradictions actuelles. La première guerre mondiale, grosse de la seconde ; la révolution russe, grosse de tout ce qui a suivi dans le siècle, c'étaient, avouons-le, des événements de première grandeur après lesquels le monde ne fut plus ce qu'il avait été. Ce fut « le tournant du siècle », selon la formule que *René Michaud* avait un moment songé à donner comme titre à son ouvrage.

C'est le roman, ni rose, ni noir, à la fois rose et noir comme la vie elle-même, d'un jeune ouvrier et militant, qui se forme, se cultive, mûrit, et s'instruit, par la rude vie quotidienne du prolétaire et aussi et surtout, dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas seulement dans les archives qu'il faut retrouver la deuxième décennie du siècle. La vie réelle est plus verte et plus riche. En nous plongeant dans ses propres souvenirs, qu'il conte d'une plume légère, *René Michaud* nous retrace une période passionnante et décisive de la vie ouvrière. Les travailleurs de sa génération se plairont à revivre avec lui certains faits, coutumes et mœurs qu'ils ont eux-mêmes connus. Les jeunes s'en instruiront et, en mesurant le chemin parcouru au cours d'un demi-siècle, en comparant leur situation à celle des jeunes travailleurs de ces années-là, ils estimeront concrètement l'efficacité du syndilisme.

Cependant, aucune volonté de propagande, aucune intention de moraliser, dans ce bon livre. C'est du récit lui-même, simple, direct, ardent, que l'édification peut venir. Mais il y a d'abord l'intérêt et le plaisir sans contrainte de la lecture d'un écrivain du prolétariat.

Les premières pages nous racontent l'enfance et l'adolescence dans un quartier populaire du 13e arrondissement de Paris, le quartier de la Gare, le plus pauvre, le plus sordide même à l'époque. Que ceux qui ont connu « La cité Jeanne-d'Arc » se la remémorent ! En tout cas, des souvenirs émouvants grouillent dans ce coin parisien périphérique et dans cette banlieue proche que baigne une Seine encore relativement propre.

Après l'apprentissage du métier de cordonnier, de bottier, et celui de militant syndicaliste — anarcho-syndicaliste de l'époque — c'est la rude épreuve de l'accord des actes avec la « doctrine », le refus du service militaire, et l'aventure vers d'autres régions du pays, en un temps où le contrôle, « la mise en carte » n'étaient pas sans fissure. Nous voici à Lyon, à la Croix-Rousse, et dans les quartiers tout pleins de l'histoire ouvrière. Puis, à Romans, capitale de la chaussure. Nous y côtoyons l'amour du métier, la liberté sauvegardée dans le travail, la fraternité ouvrière, les coutumes gaillardes. Et aussi, les joyeux « dimanches de notre vie ». Il y a de l'amour dans l'air, et pas seulement dans l'air !

Ceux qui ne connaissent pas la musique apprendront ici ce que c'est que « piquer un macadam », usage bien connu alors des compagnons pour qui la semaine était trop longue et qui avaient besoin, aux moindres frais, d'une bolée d'air pur. Revenus à Paris, nous connaîtrons « l'Académie ». L'Académie de la chaussure, bien sûr ! une boite où l'on a à cœur de fignoler le boulot tout en étant jaloux des principes syndicalistes et de la dignité du travailleur.

René Michaud était déjà connu comme militant syndicaliste, comme exemple d'autodidacte élevé à la connaissance, non seulement des doctrines de sa classe, mais à la connaissance réelle de son temps. Avec ce livre qui se lit d'un trait, *Michaud* inscrit son nom dans la liste encore trop courte des écrivains ouvriers qui écrivent pour la classe ouvrière. Tous les hommes libres, même ceux qui ne comptent pas dans les rangs ouvriers, mais qui ne se plaisent pas aux sentiers battus et qui sentent l'avenir dans le souffle du passé, trouveront, à cette lecture, à la fois plaisir et profit.

Il était dans la vocation des *« Editions Syndicalistes »*, coopérative de militants, de publier soigneusement cet ouvrage. — R.G.

***

JOURNAL DE L'AN QUARANTE

De *Jean-Paul Samson.*

(« Témoins » — 37e et dernier cahier — dépositaire : Robert Proix, 3, Clos des Français - Montreuil-sous-Bois, 93).

Jean-Paul Samson, mort il y a deux ans, fut un des premiers amis de « la R.P. ». Il compta parmi eux toute sa vie. Poète, écrivain, publiciste, *J.-P. Samson* se réfugia en Suisse en 1914 pour conformer ses actes à sa vocation anti-guerrière et internationaliste. Depuis, il n'avait pas cessé, par son activité littéraire et comme compagnon, en Suisse, des émigrés fuyant les contre-révolutions, d'y rester fidèle. Il fut notamment l'ami et le traducteur d'Ignazio Silone.

Ses amis viennent de réunir en volume son journal de l'année 1940. Beaucoup de nos lecteurs, probablement les plus nombreux de notre lot, ont vécu, dans des conditions diverses, cette tragique année 40 qui put faire croire un moment que la nuit s'était étendue pour longtemps sur l'Europe. Il est très intéressant de lire comment un citoyen du monde, Français d'origine et encore de cœur, réagissait au jour le jour à ces événements, d'un carrefour européen encore préservé. Les drames de conscience que nous avons tous connus se retrouvent ici, mais sous un jour différent. Ces pages écrites par J.-P. Samson dans sa belle prose chatoyante resteront comme une expression de la réflexion d'un homme libre au milieu des folies criminelles provoquées par les irresponsables meneurs de nations.

Parmi ces notes quotidiennes, nous trouvons celle-ci, du 18 juin 1940, que nous choisissons en raison même de sa date et des réflexions qu'elle peut aujourd'hui susciter, compte tenu de la politique actuelle : « *Les journaux apportent les propositions de l'Angleterre à la France de se constituer en une seule nation. Il paraît que le projet avait fait la base d'un accord Reynaud-Churchill et que son rejet par les Français a déterminé la démission du premier. Tout à fait « la super-nation » dont, dans « la Révolution Prolétarienne », Louzon parlait il y a environ une année. Jusqu'à quel point un tel projet était-il réalisable ? jusqu'à quel point surtout la réalisation en eût-elle pu, d'un jour à l'autre, s'improviser ? Voilà qui est bien difficile à dire. N'empêche, il y avait une vraie grandeur dans cette idée...* ». — R.G.

RECTIFICATION

Nous avons publié dans notre précédent numéro une lettre de notre ami *Félix Bidé* sur *la grève des mensuels de St-Nazaire.*

Nous disions que cette lettre, envoyée à la presse locale, n'avait pas été publiée par elle. En fait, le journal régional « *l'Eclair* » l'a passée dans son numéro du 6 mai.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er MAI. — Manifestations rituelles : En **France**, meetings communs C.G.T. et C.F.D.T. pour la paix au Vietnam et contre les pleins pouvoirs. — En **U.R.S.S.**, défilés militaires. — En **Algérie**, heurts entre étudiants et policiers. — En **Espagne**, nombreuses arrestations. — En **Belgique**, contre la politique sociale du gouvernement. — En **Guinée**, africanisation du clergé catholique.

MARDI 2. — Reprise du travail chez les métallos de **Saint-Nazaire** et les mineurs de fer de **Lorraine**.

La **Grande-Bretagne** demande à adhérer au Marché Commun.

MERCREDI 3. — Une délégation S.F.I.O. rentre de **Roumanie** où elle a rencontré le chef du P.C.

JEUDI 4. — 75 députés travaillistes se prononcent contre le Marché Commun.

VENDREDI 5. — **L'Algérie** nationalise les importations de produits métallurgiques.

SAMEDI 6. — Le franc **malien** est dévalué de 50 %.

En **Grèce**, les municipalités sont placées sous contrôle gouvernemental.

A **New York**, le « World Journal Tribune » cesse de paraître, ce qui ramène à trois le nombre de quotidiens de cette capitale.

DIMANCHE 7. — Le chef du P.C. **roumain** dénonce les ingérences étrangères dans son parti.

LUNDI 8. — Rencontres du général de Gaulle et de l'empereur d'**Ethiopie** à Paris.

M. Braden confirme avoir versé des sommes du C.I.A. à des syndicalistes américains pour des syndicalistes européens.

MERCREDI 10. — Le « Tribunal Russell » conclut à la culpabilité des Américains dans la guerre du **Vietnam**.

Manifestations antichinoises à **Djakarta**.

Les **Etats-Unis** justifient l'envoi d'armes au Maroc et à la Tunisie pour répondre à l'armement de l'Algérie par **l'U.R.S.S.**

JEUDI 11. — La **Fédération de la gauche** désigne un bureau politique de 20 membres et maintient M. Mitterrand à la présidence.

M. Dassault se rend propriétaire des usines **Bréguet**.

Le tribunal de **Tunis** condamne M. Smadja à 32 mois et demi de prison et à 2 milliards d'anciens francs d'amende.

VENDREDI 12. — En **Grande-Bretagne**, les travaillistes perdent le contrôle de plus de 45 municipalités importantes.

SAMEDI 13. — Le pape **Paul VI** se rend à Fatima, au Portugal.

Des avions **égyptiens** bombardent une ville saoudite.

Des militaires **cubains** sont tués au Venezuela.

A **Munich**, manifestation de 300.000 Allemands des Sudètes.

LUNDI 15. — Les « Provos » d'Amsterdam décident de dissoudre leur mouvement pour ne pas s'embourgeoiser.

Le gouvernement militaire **grec** rend obligatoires les prières dans les écoles et la présence aux offices religieux.

MARDI 16. — Conférence de presse du président **de Gaulle**.

Accord douanier réalisé à Genève au « **Kennedy round** ».

En **Suède**, le P.C. s'appelle désormais « parti de gauche ». Des dissidents maintiennent la référence communiste.

MERCREDI 17. — Succès de la grève générale en **France** contre les pouvoirs spéciaux.

JEUDI 18. — Nasser réclame le départ des forces de l'O.N.U. et tous les Etats arabes mettent leurs armées en état d'alerte.

Un tribunal de Berlin-Ouest réhabilite **Van der Libbe**, exécuté en 1933 pour l'incendie du Reichstag... et le condamne à 8 ans de travaux forcés !

VENDREDI 19. — M. Thant retire les forces de l'O.N.U. de la frontière **israélo-égyptienne**, qui est immédiatement occupée par des forces arabes.

SAMEDI 20. — A **l'Assemblée nationale**, la motion de censure recueille 236 suffrages, la majorité étant de 244.

DIMANCHE 21. — Le Comité National de **Force Ouvrière** décide de créer une caisse de solidarité et de grève.

LUNDI 22. — **L'Humanité** reproche à Gaston Defferre d'avoir déposé un projet d'amnistie totale.

Nasser établit le blocus du golfe d'**Akaba**.

MARDI 23. — Réunion du Conseil de **l'O.N.U.** : débat sans conclusion sur le blocus d'Akaba. **Paris** souhaite la réunion des 4 grands.

MERCREDI 24. — **Alger** offre un soutien inconditionnel à l'Egypte contre Israël.

Les **communistes de Rome** se prononcent pour le droit d'Israël à la pleine indépendance.

JEUDI 25. — Accord **franco-russe** pour le lancement du satellite « Roseau ».

Georges Levard abandonne la présidence de la **C.F.D.T.**

VENDREDI 26. — Troubles à **Pointe-à-Pitre** : 7 morts d'après les officiels.

Dans les **Houillères du Nord**, recul de F.O. et de la C.F.T.C. dans les élections de délégués.

Chez **Usinor**, à Thionville, progrès de F.O. au détriment de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

DIMANCHE 28. — Pour la première fois, manifestation commune du P.C. et de la S.F.I.O. au **Mur des Fédérés**.

LUNDI 29. — **Nasser** déclare n'accepter aucune espèce de coexistence avec Israël. **Hanoï** approuve Le Caire. Des intellectuels français dont **J.-P. Sartre** réclament la liberté de navigation pour Israël.

MARDI 30. — Le **Nigeria oriental** proclame son indépendance, tandis que le gouvernement de Lagos ordonne la mobilisation.

Visite du **roi Hussein** au Caire et conclusion d'un accord militaire jordano-égyptien. **Alger** envoie des troupes au Moyen-Orient et **Tunis** se déclare prêt à répondre à tout appel d'un **pays arabe.**

On compte 325 morts ou disparus dans l'incendie de **l'Innovation** à Bruxelles.

MERCREDI 31. — **En Grèce**, 27 députés sont arrêtés.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL ET DE MAI 1967

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	3.520,25	
Abonnements de soutien	1.975,00	
		5.495,25
Souscription		636,95
Vente au numéro		154,75
Total des recettes		6.286,95
En caisse au 1-4-67 (C.C.P.)		1.265,90
		7.552,85
DEPENSES :		
Impression, expédition nos janvier, février, mars		4.797,01
Frais de déplacement		180,00
Confection bandes		40,00
Téléphone		102,00
Timbres		40,00
Participation loyer 2e trimestre		110,00
Total des dépenses		5.269,01
En caisse au 31-5-67 (C.C.P.)		2.283,84
		7.552,85

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Varlin (Suisse), 50 ; Charlot (Paris), 30 ; Langue (Eure), 50 ; D. Martinet (Paris), 100 ; Milhas (Hautes-Pyrénées), 30 ; Muratet (Haute-Garonne), 30 ; Rose (Paris), 30 ; Organde (Isère), 40 ; Caubel (Loiret), 30 ; Nicaise (S.-et-O.), 60 ; Henry (Indre-et-Loire), 40 ; Beauné (Côte-d'Or), 35 ; Bavard (Côte-d'Or), 35. — **Total** : 560.

SOUSCRIPTION

Laufer (Paris), 100 ; Navel (Hauts-de-Seine), 25 ; Louzon (Alpes-Maritimes), 100 ; Wantiez (Belgique), 50 ; Bouleau (Nouvelle-Calédonie), 3 ; Rival (Loire), 5 ; Savanier (Alpes-Maritimes), 10 ; Vaillant (Hauts-de-Seine), 5 ; Allot (Finistère), 5 ; Duperray (Loire), 5 ; Gourlay (Finistère), 5 ; reliquat Caisse du groupe d'études syndicales des correcteurs, versé par Faucier, 100. — **Total** : 413.

Nota : La liste des abonnements de soutien d'avril (1.415 F) et celle des souscripteurs du même mois (223,95) ont paru dans le numéro précédent.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert - Paris 18e - C.C.P. 21.764-88 Paris

Vient de paraître :

J'AVAIS VINGT ANS, de René MICHAUD .... 15,—
Les années 10 et 20 de ce siècle vues à travers les souvenirs de jeunesse d'un ouvrier et militant. Un bel ouvrage édité par nos soins.

Notre coopérative vous rappelle ses autres éditions :

LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER .... 15,—
Une œuvre unique de documentation par un travailleur de la presse.

LES SYNDICATS AMERICAINS, une brochure de Maurice LIME .. 3,—
Etude critique du rapport de Robert Kennedy, pour comprendre le syndicalisme américain d'aujourd'hui.

LES RESPONSABILITES ACTUELLES DU SYNDICALISME, par « La Table Ronde syndicaliste de la Loire » .... 2,—
Etude collective de militants des différentes centrales ouvrières.

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS, de Roger HAGNAUER 1,—
(préface de Pierre Monatte)
Cette brochure contient le texte de la célèbre charte, base de l'indépendance syndicale.

Nous rappelons aussi les livres suivants, ouvrages de base et d'actualité :

TROIS SCISSIONS SYNDICALES, de Pierre MONATTE 7,20
Pour revivre et comprendre le syndicalisme français depuis la première guerre mondiale. Dans la manière et le style inoubliables d'un militant honoré et regretté du syndicalisme, fondateur de « La Vie Ouvrière » et de « La Révolution Prolétarienne ».

MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER .... 6,—
(préface d'Albert Camus)
Pour participer, dans la vérité historique, au cinquantenaire de la Révolution russe : témoignage direct et vivant des premières années de la révolution.

LES BELLES JOURNEES, de Maurice LIME .... 5,—
Pour retrouver, à travers une trame romanesque, mais dans la vie même d'une grande usine, les journées épiques de Juin 36.

LA CHINE, Ses trois millénaires d'histoire, ses cinquante ans de révolution, de Robert LOUZON .... 5,—
Pour comprendre les bases économiques et philosophiques de la Révolution chinoise (indépendamment des événements actuels).

HISTOIRE DU 1er MAI 7,50

HISTOIRE DU DRAPEAU ROUGE .... 30,—

Deux ouvrages de Maurice DOMMANGET, éminent historien du mouvement social, pour connaître l'histoire du mouvement ouvrier, à travers deux de ses symboles.

Nota : ajouter 10 % pour frais d'envoi.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.